2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 71
JEUDI 4 JUIN 1981

SOLIDARITÉ D'ABORD



Misérabilisme ? Non, réalité : les pauvres sont à notre porte. N'est-ce pas d'abord à eux qu'il faut rendre justice ?

L'augmentation du SMIC, du minimum vieillesse, des allocations familiales, de l'allocation logement et de l'allocation pour les adultes handicapés souligne la volonté du gouvernement de réduire les inégalités.

LE gouvernement de Pierre Mauroy tient les promesses du candidat François Mitterrand. Que les premières décisions de la nouvelle équipe gouvernementale concernent les personnes âgées, les petits salariés, les familles et les handicapés n'étonnera personne : la gauche au pouvoir, c'est d'abord la recherche d'une meilleure justice sociale.

Un salaire minimal avoisinant les 3 000 francs, un minimum vieillesse à 1 700 francs par mois, certains trouveront que c'est encore peu. D'autres crient déjà que c'est insupportable pour l'économie.

Ce qui était insupportable, c'était la situation actuelle de centaines de milliers de familles et de personnes âgées. Il fallait agir, et vite. Face aux plus démunis, c'est à la communauté nationale d'exprimer sa solidarité.

CES mesures doivent être placées dans leur temps et leur environnement. Elles sont loin d'être négligeables puisque plus de deux millions de personnes âgées bénéficieront de l'augmentation du minimum vieillesse ; ce n'est qu'un premier pas puisque ce minimum devrait être porté, en janvier prochain, à 60 % du SMIC pour atteindre, ensuite, 80 %. C'est un million et demi de salariés qui sont concernés directement par l'augmentation du SMIC, et ce sont près de six millions de familles qui verront s'accroître leurs allocations.

Cela ne constitue qu'un premier pas, qui est important mais qui ne peut être que mesuré. Nous ne sommes plus en 1968 où, dans une période de forte expansion économique, l'importante augmentation du SMIC avait pu être digérée sans problème. Le gouvernement est placé devant deux obligations : appliquer les nécessaires mesures de justice sociale et, en même temps, relancer la machine économique.

CES deux objectifs ne sont pas contradictoires. Ils sont même complémentaires dans la mesure où l'accroissement du pouvoir d'achat permettra une augmentation de la production. Mais il convient de progresser à pas comptés, en tenant compte des contraintes de la crise économique et de la fragilité de nombreuses entreprises. Les grandes centrales syndicales l'ont bien compris, qui, sans rien renier de leur volonté revendicative, ont accepté une progression par étapes.

François Mitterrand en avait averti les Français : le chemin du redressement sera long et ardu. Sur le plan social, il fallait parer au plus pressé ; le gouvernement s'y emploie. Sur le plan économique, il faut aider les entreprises à retrouver un souffle nouveau : une meilleure répartition des charges, une aide à l'investissement et une relance de la consommation devront leur en donner les moyens.

Claude GAULT

(PAGE 7)

Les discussions PS-PCF

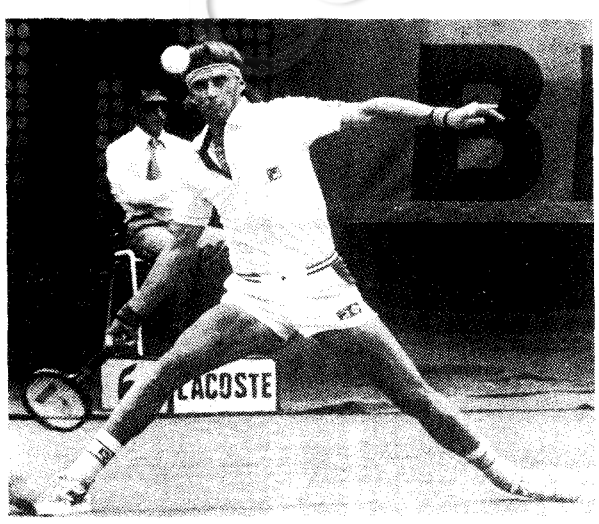
Lionel Jospin : prendre le temps d'un accord sérieux

(PAGE 3)

Législatives

CANDIDATES POUR QUOI?

(PAGES 4 et 5)



Yannick Noah ne rencontrera pas Björn Borg : Victor Pecci en a décidé autrement. Mais, pour le Suédois, la route au titre est ouverte, et ceux qui s'interrogeaient gravement sur sa forme ou sur son état de santé ont eu, avec sa (facile) victoire sur Taroczy, la meilleure des mises au point.

(PAGE 12)

Après la victoire facile des Verts sur Bordeaux en championnat de France

SAINT-ETIENNE : ET DEMAIN LA COUPE?

(PAGE 12)

Reportage

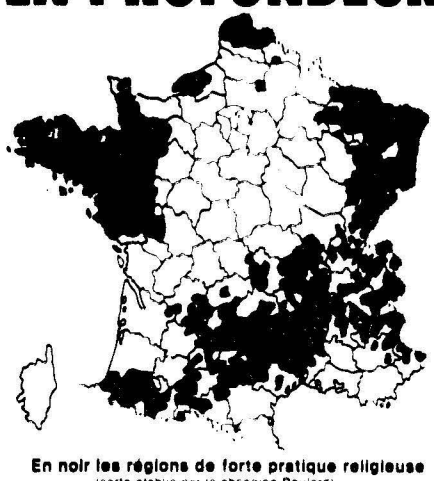
Notre tour de Corse

(PAGES 9 et 10)

JOXE DEFENDRA LA SIDERURGIE FRANÇAISE A LUXEMBOURG

(PAGE 16)

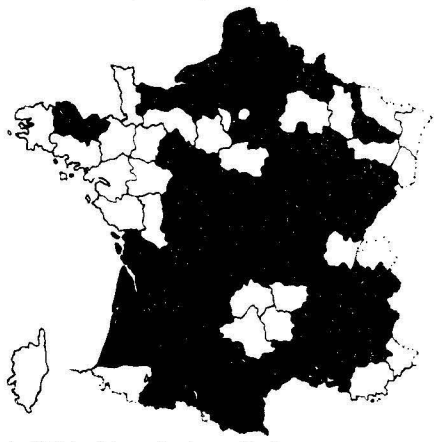
LA FRANCE CHANGE EN PROFONDEUR



En noir les régions de forte pratique religieuse
(carte établie par le chanoine Boulard)



En noir les régions où la droite est majoritaire. (élections de 1962). Ainsi en fut-il au XIXe siècle et tout au long de la IIIe et de la IVe République.
La droite est solidement installée là où le catholicisme est depuis longtemps implanté.



Depuis 1974 tout bascule. Les catholiques rompent progressivement les liens qui les attachaient aux conservateurs. Ils retrouvent avec la gauche les voies de la justice sociale.
En noir les régions où la gauche est majoritaire (élection du 10 mai 1981).

LA FRANCE CHANGE EN PROFONDEUR

Les bastions du catholicisme traditionnel rompent progressivement avec l'ordre établi du capitalisme, avec les conservateurs.

L'esprit de Vatican II souffle largement. Lacordaire apprit aux catholiques les vertus de la liberté, Ozanam les ouvrit au problème social, Sangnier s'efforça d'en faire des démocrates... Témoignage Chrétien poursuit cet effort historique.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN
Hier dans la Résistance
Aujourd'hui
LE SEUL HEBDO CHRETIEN DANS LA GAUCHE

40 ans au service de la Justice et de la Vérité quoi qu'il en coûte

REJOIGNEZ NOS COMBATS

BULLETIN D'ABONNEMENT
Découvrez « TC » pendant 3 mois

NOM ..... Prénom .....

ADRESSE .....

.....

CODE ..... VILLE .....

S'abonne à « TC » pour 3 MOIS pour le prix de 50 F SEULEMENT.

Adressez ce bon à « TC » - 49, rue du Fbg. Poissonnière - 75009 Paris avec votre paiement par chèque bancaire ou postal - CCP 5023 99 S PARIS.

AU JOUR LE JOUR

Calderon vaincu par un chat

par Gabrielle ROLIN

AU théâtre national de Chaillot, une vingtaine d'hommes nus, à l'exception du mince étui qui leur couvre le sexe, célébrent la création du monde. DIeu répartit les rôles, désignent le roi, le paysan, le gueux, le philisophe et chacun s'applique à remplir son emploi jusqu'à ce que la mort le foudroye. Bientôt, lassé par la docilité de se marionnettes, DIeu tire du néant un être libre et donc susceptible de lui résister.

A peine achevé, Adam s'auto-congratule : « *De tout ce que j'ai pu voir, c'est moi qui me plaît le plus* ». Mais il n'a encore rien vu. Quand Eve se présente dans le costume qui porte son nom, il en reste bouche béé, les sens en fusion, prêt à croître et à se multiplier. Il se jeterait sur sa proie si le metteur en scène n'avait la prudence de la hisser au sommet d'une colonne, du haut de laquelle elle psalmodie un hymme à sa féminité.

Le public, lui, dodeline de la tête. Revenu de la surprise provoquée par cette grande parade anatomique, il lutte contre une sommolence croissante. A la lecture peut-être, le somptueux texte de Calderon, irréprochablement traduit par Florence Delay, retiendrait-il l'attention. Mais comment résister à cette succession de récitatifs hurlés aux quatre vents de l'immense scène ? Les lumières mouvantes qui balayaient l'espace révèlent ici des yeux mi-clos, là un baîllement qui s'arrête à mi-chemin. Quelques déserteurs s'éclipsent en douce, à la faveur des instants d'obscurité. Et soudain, un murmure joyeux parcourt l'assistance. A l'appel des anges qui s'écrient : « *Sus aux noces du corps et de l'âme !* », un chat vient de surgir sur le plateau. Lentement, gravement, il marche de l'un à l'autre, inspecter les dispositifs mobiles de la machinerie, tentent de comprendre à quel jeu s'amusent les humains. Mais ces derniers feignent de l'ignorer, non sans lui décocher d'insidieux coups de pieds pour l'inviter à aller vagabonder ailleurs. « Crois-tu qu'il fait partie de la pièce ? » murmure une spectatrice à l'oreille de son mari. Non, Calderon n'a pas prévu de rôle pour un chat et celui-ci, sa tournée terminée, disparaît comme il est venu, par enchantement.

Aucun applaudissement ne salue ce délicieux intermède. Nous lui devons pourtant quelques minutes de magie pure qui ont failli sauver ces funestes « autos sacramentales ». Avec le chat, un grain de mystère, un soupçon de malice, un souffle de poésie, s'est glissé au cœur de la lithurgie. Puisqu'il s'agit de glorifier le Créateur et ses créatures, comme jadis, lorsque Calderon invitait les fidèles à célébrer la Fête Dieu, ne faudrait-il pas commencer par le commencement, c'est-à-dire par l'animal qui nous précéda en ce monde ? A la de Garcia, le directeur de cette messe noire, nous n'hésiterions pas à l'interrompre pour rendre grâce au visiteur qui a jailli des ténèbres comme un diable de sa boîte.

Gabrielle ROLIN

« **Calderon** », un spectacle de Victor Gardia, à Chaillot.

Romantique

Il est des décennies qui brûlent les âmes, il est des secondes qui embrassent les cœurs...

Je n'ai pas eu le privilège de participer au dénouement de la campagne présidentielle sur un plateau de télévision. Je n'ai pas eu l'idée, ni le courage deme rendre au siège du Parti socialiste pour y dérober, avant l'heure, le résultat tant attendu. Non, j'ai vécu cette soirée mémorable en famille, devant le poste de télévision.

La dernière demi heure fut terriblement éprouvante ; à la réflexion et avec le recul nécessaire à une analyse objective des faits, j'aurai pu, dès 19 h 30, connaître le nom du futur président de la République. Je n'en veux que pour preuve le visage blême et déocmposé de certains commentaterus politique, impartiaux entre tous, que je ne nommerai point ici, la polémique n'étant pas mon propos. Cependant, la passion opacifiant les jugements et embuant les déductions, il m'a fallu attendre impatiemment que l'horloge nationale marqua les vingt heures pour que mes conjectures fébriles puissent enfin s'affirmer. A 20 h 01, un concert d'avertisseurs m'extirpa de ma torpeur dubitative. a la télévision, un homme à la chevelure grisonnante, aux lunettes cerclées d'acier souriait chaleureusement au pays et invitait la jeunesse à un grand rassemblement populaire. Dans les rues de la capitale un faisceau joyeux d'automobiles fondait vers la Bastille, symbole immortel de la victoire du peuple français sur l'autocratie. Une page d enotre histoire venait d'être écrite, page romantique s'il en fût, car le redez-vous d'un peuple avec son destin n'est-il pas la sublimation du romantisme ?

S. D.
Bagnolet

L'amitié, l'amour...

On avait perdu l'habitude !

Perdu l'habitude bien-sûr et avant tout d'avoir la gauche au pouvoir.

Mais aussi de laisser élcater nos sentiments : l'espérance, puis la fête et la joie ; la vie en quelque sorte !

François Mitterrand lui-même nous a émus non pas seulement par la bataille qu'il a menée permettant le rassemblement des socialistes, de la gauche et enfin d'une majorité de Français. Non pas seulement par son calme et par sa dignité. Mais aussi par les quelques paroles, les faits et gestes après l'élection présidentielle dans son discours au soir du 10 mai où il évoque le souvenir des siens, le simple amour de la patire. Son premier geste public ? Le recueillement sue la tombe de son meilleur ami.

L'amitié, l'amour : on avait oublié que ça pouvait exister en politique aussi. On croyait que les technocrates étaient seuls maîtres à bord : on s'est trompé...

Merci à François Mitterrand de nous avoir montré que la politique, ce peut-être autre chose que les magouilles, la corruption et les suicides suspects !

Anne-Marie BENHAYOUN
Rhône

Les étapes du changement

Devant la somme de changements nécessaires à ce pays, on peut ressentir un certain vertige ; par où commencer ! Une solution est peut-être de prendre les problèmes là où la notion de temps intervient peu, où il suffit d'une loi pour satisfaire tout le monde. Notamment en ce qui concerne le service national ; sans cesse des gens passent devant les tribunaux pour refus d'incorporation. Ici le socialisme doit apporter, donner la possibilité de choisir. C'est-à-dire que chacun, chaque jeune en âge d'être incorporé doit pouvoir refuser ou accepter cette incorporation. La question n'est pas savoir s'il faut réduire, remplacer, supprimer le service national. Désormais, nous devons choisir seuls, sans qu'aucune sanction, compensation ne soient exigées.

Voilà donc une réponse, un changement qu'une portion de la population attend, espère, maintenant que le dialogue est possible entre nous et le gouvernement. Voilà donc une des réponses qui contribuera à un changement progressif. Car il est clair que ce changement sera étalé dans le temps ; on ne peut effacer vingt années de monarchie en quelques mois de socialisme. Il serait malhonnête d'affirmer que les problèmes seront tous résolus dans les mois qui vont suivre l'installation de la nouvelle équipe gouvernementale.

Fabrice PENAUD
Deux-Sèvres

Rat-le-bol



LIONEL JOSPIN A TF1

«Il ne peut y avoir qu'une politique dans un gouvernement»

Lionel Jospin, invité de l'émission « Le grand débat » sur TF1, mardi 2 juin, a répondu aux questions de douze journalistes de la presse écrite et de la télévision. Débat animé, souvent polémique. Le premier secrétaire du Parti socialiste a évoqué le problème de la participation des ministres communistes au gouvernement, dans l'hypothèse d'un accord PS-PC, ajoutant que le premier ministre et le président de la République *« gardent leur liberté d'appréciation »*.

LIONEL JOSPIN a précisé que « ce n'était pas lui qui allait former le gouvernement ni forcer la main au premier ministre et au président de la République élu par les Français ». *Evoquant les négociations qui se sont ouvertes avec les responsables communistes mardi, il a réaffirmé la nécessité de la* « solidarité gouvernementale », *ajoutant :* « Il ne peut y avoir qu'une politique dans un gouvernement. »

« Nous ne voulons pas qu'il y ait des changements de position dans un sens qui pour le moment nous apparaissent positifs, mais qui pourraient être accompagnés ensuite de nouveaux changements de position. »

Répondant aux propos de Jacques Chirac la veille dans la même émission, le premier secrétaire du Parti socialiste a dit : « Il n'y a pas de centre, mais un rassemblement ambigu où chacun se bat en oubliant son parti. » *Il a également critiqué les propos de Roger Chinaud en déclarant :* « Ce sont les incendiaires qui crient au feu. »

« (...) Roger Chinaud, qui a fait un numéro l'autre jour à la télévision quand il a dit : « J'ai mal à la France, j'ai mal à la France. » Je le regardais, je me disais : « Où ça se trouve? » Il parlait de la France, Roger Chinaud, comme on parle de sa prostate ou de sa vésicule biliaire. Je me demandais : « De quoi doit-on l'opérer? », et d'ailleurs, il va se faire opérer... »

Interrompu par un journaliste, Lionel Jospin a ajouté : « Il ne parlait pas de son cœur, mais plutôt de sa rancœur. »

Lionel Jospin a aussi rappelé que « le projet socialiste n'a jamais été une plate-forme présidentielle ou un programme de gouvernement, mais une réflexion collective des adhérents du PS pour les années 1980 ».

« (...) Nous ne nous déterminons pas, nous socialistes, en fonction d'intérêts particuliers; bien sûr, nous pensons à l'intérêt de notre propre parti, c'est légitime; nous souhaitons avoir le maximum d'appui, de soutien dans le corps électoral, d'avoir notamment dans les élections législatives le maximum de députés à l'Assemblée nationale, parce que nous savons que les députés socialistes seront évidemment le meilleur soutien de la politique du gouvernement et de la politique de François Mitterrand.



» Mais notre conception d'ensemble historique, depuis dix ans, a toujours été une conception de rassemblement des forces populaires. François Mitterrand, le jour même de la passation des pouvoirs, de son entrée en fonctions, dans le message qu'il a lu et que les Français ont entendu, a dit qu'il se réjouissait que la majorité sociologique de ce pays corresponde à la majorité politique.

» Alors effectivement, selon les moments, selon l'attitude de ceux qui ont été nos partenaires, selon le comportement des différentes forces politiques, ça peut prendre une traduction politique différente, mais nous ne nous résignons pas à la division.

Lionel Jospin, répondant aux inquiétudes d'un journaliste concernant un éventuel « Etat PS », a déclaré : « Non, ni Etat PS ni PS godillots. Je vous dis qu'il faut vraiment vous habituer au fait que depuis le 10 mai on est entré dans une nouvelle période. Ce n'est plus tout à fait les mêmes réflexes, ce n'est plus tout à fait les mêmes mœurs, ce n'est plus tout à fait la même conception du débat politique, ce n'est plus tout à fait la même conception du dialogue avec les gens, parce qu'une des raisons fondamentales pour laquelle la majorité conservatrice qui tente de garder son pouvoir au Parlement a été battue avec Valéry Giscard d'Estaing, c'est que justement elle n'a pas compris cette attente de notre peuple. Des millions d'hommes et de femmes, de la jeunesse dans ce pays, alors vous pensez bien qu'au-delà des problèmes économiques et sociaux difficiles, des réformes que nous avons à proposer, des mesures techniques qu'il faudra faire passer dans les faits, c'est de toute façon ce nouvel esprit que nous voulons faire passer. Cette joie, ce plaisir, ce sens du contact, du dialogue, qui s'est manifesté dans les rues, mais autrement dans les milieux de travail, dans les quartiers, qu'on rencontre, ces gens plus détendus, ces cuirasses abandonnées, nous voulons essayer que ce privilège subsiste donc, nous voulons une diversité des opinions, des débats, des attitudes de respect à l'égard des autres, attitudes honnêtes, une volonté de croire que notre peuple est intelligent, il l'a montré sinon nous n'aurions pas gagné je crois le 10 mai s'il n'avait pas fait preuve dwune telle intelligence politique, je l'ai dit tout à l'heure, alors cette intelligence nous voulons la faire fructifier. »

Puis répondant à des questions sur les problèmes internationaux, le leader socialiste a dit : « Nous n'avons jamais dit que nous étions pour le neutralisme, mais cela ne signifie pas que nous mènerons une politique atlantiste. Etre un allié fiable ne signifie pas que nous acceptons toutes les décisions de la principale puissance de cette alliance. » *A propos des critiques sur le choix de Régis Debray comme conseiller personnel du président François Mitterrand, Lionel Jospin a déclaré :* « Un conseiller ne fait pas la politique de la France. »

Parlant des problèmes économiques et évoquant ceux qui ont « semé l'arme de la peur », *Lionel Jospin s'est demandé* « si un certain nombre de milieux acceptent le changement ». « Je voudrais vous dire que lorsque les élections législatives seront achevées, et si nous les gagnons et je crois que nous les gagnerons, car il y a une dynamique dans ce sens, cette spéculation cessera. Car ces milieux économiques et financiers qui sont extrêmement réalistes, qui ont besoin de faire leurs affaires, qui savent aussi quwil existe en France une légalité, je pense que ces milieux admettront que nous sommes là pour plusieurs années avec le vote du suffrage universel pour élire un président et le vote du suffrage universel pour élire des députés, avec un président de la République, François Mitterrand et une majorité à la Chambre, je pense que ces petites tentatives de déstabilisation cesseront et disparaîtront. Nous aurons à affronter de graves problèmes économiques et sociaux que nous héritons du régime antérieur, c'est ce que nous tentons de faire, à la fois en proposant des mesures sociales et des mesures de relance économique, tout en s'efforçant aussi de gérer de façon plus étroite, plus serrée, les dépenses de l'Etat pour ne pas avoir un dérapage inflationniste ou un déficit budgétaire. »

Lionel Jospin a alors précisé l'esprit dans lequel la politique économique allait être menée. « Nous avons dit que ce serait une évolution progressive, nous avons simplement voulu dire que, effectivement, nous prendrions en France une série de réformes de structure touchant des nationalisations limitées, touchant la planification, touchant la réforme fiscale, touchant la politique de recherchge. Nous avons dit que nous prendrions des mesures, des réformes de structure et c'est cela que nous allons commencer progressivement. Nous le ferons progressivement, nous le ferons dans l'ordre et dans le calme, et c'est ce qui est en train d'ailleurs de se produire sous vos yeux. »

NEGOCIATIONS PS-PCF

La tâche sera rude



(Photo Pascal Lebrun)

Jean Poperen accueille Georges Marchais, rue de Solférino.

« POUR que l'accord soit solide, il faut qu'il soit sérieux... Il y a beaucoup de choses à débattre depuis trois ans que nous ne nous sommes pas vus », commentait Jean Poperen à l'issue de la négociation qui a réuni quinze membres du PS et du PCF toute la journée de mardi au 10, rue de Solférino, à Paris.

« Comment pourrait-on trouver en quelques heures des formules miracles ou espérer des revirements inattendus sur des points qui nous ont si fortement opposés ? La tâche sera rude... », reprenait en écho Lionel Jospin dans son intervention liminaire.

Comme nous le laissions entendre dans notre édition de mardi, le temps sera le facteur déterminant des négociations engagées entre les deux grands partis de gauche. Bousculé par sa base, inquiet de ses probables résultats, le PCF veut aller vite et loin. *« Il nous faut tout faire pour répondre à l'attente du pays, pour parvenir à gouverner ensemble »,* devait déclarer d'entrée de jeu Georges Marchais... *« Les conditions existent-elles pour conclure un accord entre nous ? Nous pensons que oui. Naturellement il existe des différences, des divergences entre nos deux partis... Certaines, ne le cachons pas, ne peuvent être surmontées. Mais il ne faut pas à notre avis s'en effrayer. »*

Nul doute que Georges Marchais ne fasse ici référence à l'Afghanistan, que le PCF ne peut se permettre d'analyser différemment que par le passé. Le plus grand pas en avant que ce dernier puisse faire sur ce problème consiste à dire que le nouveau gouvernement pourra négocier avec l'URSS le retrait des troupes situées en Afghanistan. Pour le reste, les dirigeants du « Colonel-Fabien » semblent prêts à bien des compromis.

Pour le PS, cette nouvelle orientation est bien évidemment favorable à la conclusion d'un accord. Mais il entend placer la barre assez haut, et cela pour deux raisons.

Tout d'abord, Lionel Jospin n'entend en aucun cas signer un accord bâclé, pour éviter tout malentendu ultérieur. *« Il faudra un engagement très ferme de solidarité »,* précise-t-il. Aucun problème ne sera laissé dans l'ombre.

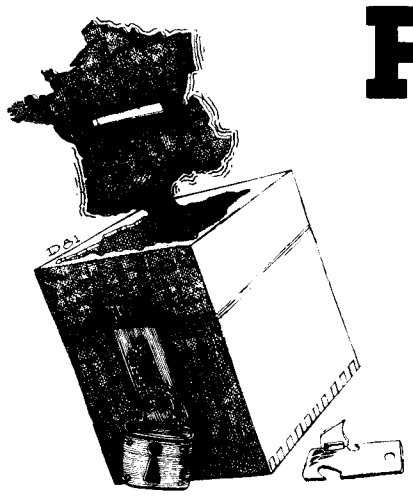
Pas d'accord bâclé

Le Parti socialiste, ensuite, veut profiter du rapport de force qui lui est nettement favorable. Il n'a aucun intérêt en effet à précipiter les choses tant que le scrutin du 14 et du 21 juin n'aura pas rendu son verdict. En clair, le Parti socialiste estime que les bases d'un accord gouvernemental auront nettement plus de chances d'être sérieuses après les législatives.

Il n'en reste pas moins — et ce sera l'objet de la discussion qui reprendra jeudi matin — que le PS veut d'ores et déjà impliquer les dirigeants communistes dans la bataille des législatives. Si un accord de type gouvernemental n'était pas possible, *« pourrait-on se fixer pour l'immédiat un objectif moins ambitieux ? »,* rappelait mardi Lionel Jospin, avant de conclure dans une affirmation interrogative : *« La volonté de battre la droite va de soi entre nous. »*

Rectificatif

Dans un article de notre édition de lundi, relatant un sondage publié par *le Figaro* et selon lequel le Parti socialiste arrive en tête, nous avions omis de préciser que ce sondage avait été réalisé auprès d'un échantillon national de mille personnes, âgées de plus de dix-huit ans.



Femmes : des candidats

Une des preuves de la participation des femmes aux législatives est sans doute l'existence de duels, par exemple entre Françoise Gaspard (PS) et Nadine Hernandez (PC) dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir, ou entre Nicole Questiaux (PS) et Gisèle Moreau (PC) dans la treizième circonscription de Paris, ou, plus encore, entre quatre candidates qui s'opposent dans la dix-huitième circonscription de Paris : Nicole de Hautecloque (RPR), Carmen Carmona (PS), Nicole Borvo (PC) et Martine Petit (PSU). Si ces situations sont remarquables aujourd'hui, on peut souhaiter qu'elles deviennent banales dans l'avenir.

La déclaration de Robert Calmejane (RPR), qui se présente dans la cinquième circonscription de la Seine-Saint-Denis contre Véronique Neiertz (PS), est rassurante. Il affirme en effet que le fait d'avoir une femme en face de lui ne lui pose *« aucun problème, aucun souci, tout au moins pas plus que s'il s'agissait d'un homme »*, et il ajoute : *« Je me suis moi-même présenté avec une suppléante de vingt-huit ans aux dernières législatives... »*

Et, pourtant, il faut bien reconnaître que la présentation de femmes à la députation n'est encore qu'un choix politique du sommet, même s'il est difficile, et non un désir profond de la base. Les femmes n'ont pas encore pris conscience de leurs droits et de leurs devoirs politiques. C'est pourquoi Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, s'est fixé pour tâche de les y aider.

Que l'on nomme des femmes ministres, qu'on

Cinquième circonscription de Seine-Saint-Denis



Véronique Neiertz : intégrer les revendications des femmes

VERONIQUE NEIERTZ, on la connaît : elle fait partie des « femmes de tête » du Parti socialiste. Diplômée d'HEC, chargée des luttes des femmes, elle est, depuis 1979, membre de la direction du parti.

En janvier dernier, on lui confie le secrétariat aux relations internationales, poste jusqu'alors occupé par des hommes. Pour les législatives, le parti l'envoie dans une circonscription *« difficile »* : la cinquième de la Seine-Saint-Denis. Un fief du Parti communiste, où la montée du Parti socialiste est évidente : du premier tour de l'élection présidentielle, 26 % des suffrages sont allés au Parti socialiste contre 22 % au Parti communiste.

Véronique n'estime pourtant pas le combat gagné d'avance. Les présidentielles et les législatives, dit-elle, ce n'est pas la même chose. Sa campagne, elle va l'axer sur deux thèmes : le rôle du PS, parti du rassemblement, qui a permis la victoire, et la nécessité de donner à François Mitterrand les moyens de sa politique en élisant des députés socialistes. Elle ne pense pas qu'être une femme modifie les conditions de sa campagne. *« Je ne le prend pas comme un handicap »*, dit-elle, bien qu'elle reconnaisse qu'*« on ne facilite pas les choses aux femmes. Une femme,* affirme-t-elle, *prend toujours la place de quelqu'un, un homme en général. Et on invoque toujours de bonnes raisons, politiques, bien sûr ! pour écarter sa candidature dans une circonscription favorable »*.

Cette ancienne militante de Choisir estime qu'une certaine *« misogynie »* existe au sein du Parti socialiste, misogynie qui ne fait que *« refléter notre société »*. Mais, dès son entrée au Parti socialiste en 1972, elle a choisi d'*« intégrer les revendications des femmes dans un projet de société s'appuyant sur une stratégie de prise du pouvoir »*.

En attendant, Véronique Neiertz, si elle est élue, aura deux priorités : donner aux jeunes une formation permanente digne de ce nom, et pallier le manque de personnel des hôpitaux.

GISELE HALIMI

Nous ne sommes pas des quémandeuses

GISELE HALIMI, un nom qui au cours des années a fait couler beaucoup d'encre. Avocate « de choc », elle s'est notamment distinguée dans la défense de la « cause des femmes ». Féministe de la première heure, elle fonde en 1971 l'association Choisir, dont elle devient coprésidente. En 1978, elle s'était présentée avec la même étiquette : son programme revendiquait entre autre *« la création d'un ministère pour les femmes, avec un budget spécifique, pour que des mesures soient prises permettant aux femmes de rattraper le retard qu'elles ont pris dans tous les domaines : politique, professionnel, culturel... »*. Cependant, elle tient quand même à préciser qu'en 1967 elle s'était présentée pour François Mitterrand dans le XVe arrondissement.

Pour ces législatives, elle est de nouveau candidate, soutenue par le Parti socialiste, le mouvement Choisir faisant partie des formations qui ont appelé à l'élection de François Mitterrand. Il n'y a d'ailleurs



pas eu de problèmes entre Choisir et le parti. *« L'accord politique s'est fait en dix minutes d'entretien avec Lionel Jospin, Paul Quilès et Jean Poperen. »*

Avec véhémence, elle s'élève contre le fait que les adhérentes de Choisir puissent *« paraître comme des quémandeuses. Nous ne sommes les inconditionnelles de personne, mais nous représentons une autre sensibilité dans le socialisme. C'est d'ailleurs ce qui a sensibilisé François Mitterrand au problème des femmes »*.

Parachutée à Blois, Gisèle Halimi s'est trouvée confrontée à un refus. Ça l'a un peu choquée, il faut bien l'avouer : *« Le Parti socialiste prône le changement, et, dans cette optique, l'ouverture à d'autres familles de culture, l'ouverture à des candidatures féminines. Il y a manifestement chez certains militants un fossé entre la pratique et la théorie. Gérard Delfau et Jean Poperen, membres du secrétariat national au PS, ont fait savoir que le PS refuserait son investiture à toute autre personne que moi. Les militants ont persisté dans leur position. Je me suis retirée pour laisser parler la démocratie. »*

En définitive, Gisèle Halimi se présentera le 14 juin dans la quatrième circonscription de l'Isère, laissée vacante par le décès de Jacques-Antoine Gau (député sortant du PS). Le premier accueil qu'elle a reçu a été chaleureux. Elle envisage sa candidature comme un symbole : *« C'est l'occasion de faire coïncider le féminisme avec la majorité présidentielle. »* Le changement doit aussi intégrer les femmes aux responsabilités. Elle se battra pour les femmes, oui, mais sera aussi *« la candidate des hommes »*.

NICOLE CHOURAQUI, RPR

Difficile de faire entendre la voix des femmes

CANDIDATE dans la vingt-neuvième circonscription de Paris (XIXe arrondissement), Nicole Chouraqui, face à Alain Billon, candidat du PS, se définit comme le numéro trois du RPR. En 1977, elle quitte le Parti radical socialiste pour le RPR dont elle devient, en mars 1978, secrétaire général adjointe. Ascension exceptionnelle au sein d'un parti misogyne ?

Nicole reconnaît s'être battue « comme une lionne ». *« Il est difficile,* dit-elle, *de faire entendre la voix des femmes, la sensibilité féminine dans les organisations où elles sont peu nombreuses. Mais je suis arrivée au moment où le support féminin se vendait bien. »*

En 1979, elle devient, pour deux ans, député au Parlement européen. Chargée de la vie associative au RPR, Jacques Chirac lui confie, en septembre 1980, un poste de chargé de mission aux Affaires sociales pour l'est de Paris. Pour le maire de Paris, il s'agit de mieux connaître ce coin de la capitale où le RPR n'est pas implanté. Et de donner ainsi les moyens à Nicole Chouraqui d'y être candidate aux futures législatives.

Ayant fait ses preuves au Rassemblement, remarquée pour son éloquence lors des municipales, Nicole Chouraqui a maintenant toute la confiance du RPR.

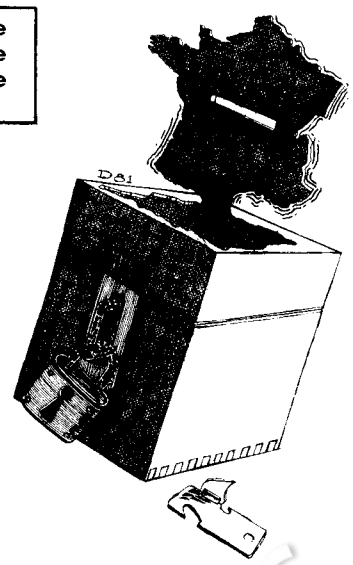
Quand les législatives sont annoncées, elle se retrouve, tout naturellement, dans cet est de Paris qu'elle connaît déjà un peu. La vingt-neuvième circonscription, c'est le fief de Paul Laurent, le numéro trois du PC. C'est aussi une circonscription où, à l'élection présidentielle, la gauche a obtenu une très confortable majorité : 57,8 % des suffrages. Pourtant, le RPR considère qu'elle est très « gagnable » : *« Paul Laurent n'a été élu, aux dernières législatives, qu'avec cinq cents voix d'avance. »*

Le RPR « table » aussi, et sans vergogne, sur l'indiscipline de l'électorat socialiste qui, pense-t-il, pourrait ne pas se reporter totalement sur le député sortant. De toute façon, affirme paradoxalement Nicole Chouraqui, l'accord entre PS et PC prévoit le désistement du candidat socialiste, quelle que soit sa position à l'issue du scrutin.

Cette gaulliste de gauche, proche de Philippe Dechartre, compte enfin récupérer les voix de *« tous ceux qui ont voté contre Giscard, mais qui ne veulent pas d'un changement de structures sociales »*.

comme les autres

Enquête de Dominique Gaucher, Christine Menzaghi, Colette Paris.



les élise maires ou députés, qu'elles accèdent à des responsabilités réelles au sein des partis politiques, est-ce suffisant pour considérer que les femmes participent aujourd'hui à la vie politique ?

Certes non. Et, à l'occasion des législatives, on constate, une fois encore, le chemin qui reste à parcourir pour qu'une femme accède à la députation dans des conditions d'égalité avec les hommes. Selon les partis, la présentation de femmes candidates ou suppléantes est différente. Seul le Parti socialiste s'est imposé un quota de 20 %, mais, celui-ci n'étant pas encore statutaire, le secrétariat à la lutte des femmes n'a réussi qu'à obtenir 37 titulaires et 55 suppléantes sur 484 candidats. On peut espérer 16 élues socialistes environ dans le prochain Parlement, ce que l'on peut déjà considérer comme une victoire si l'on se rappelle qu'il n'y avait que deux femmes députés socialistes dans la chambre sortante. Le Mouvement des radicaux de gauche présente 4 femmes sur 75 candidats, le Parti socialiste unifié en présente 35 sur 180, le Parti communiste 64 sur 474, l'UNM 15 sur 350, et les écologistes 13 sur 82.

Les femmes seront donc présentes lors des législatives, et s'il existe encore des « sacrifiées », que l'on envoie à la bataille en sachant très bien qu'elles n'ont aucune chance d'être élues, cette proportion s'affaiblit. De même, les candidatures « alibis », à savoir les postes de suppléant, hormis les suppléances de ministres, ne sont pas systématiquement confiées à des femmes.

CARMEN CARMONA

Remettre les problèmes au féminin

CARMEN CARMONA, cinquante-six ans, documentaliste dans une organisation internationale, milite à la commission fédérale aux luttes des femmes. Entrée au Parti socialiste en 1974, elle a cependant un long passé militant derrière elle (SFIO, PSU...). Elle se présente dans la dix-huitième circonscription de Paris, une circonscription foncièrement à droite, qui *« sera difficile à gagner »* mais rien n'est joué d'avance. Face à elle — originalité de ces législatives — trois autres candidates : Nicole Borvo (PC), Martine Petit (PSU), Nicole de Hautecloque (UNM). *« Crêpage de chignons »*, certes pas ! Carmen Carmona envisage sa campagne avec le plus grand respect des autres candidates. D'ailleurs elle a formulé le désir de les rencontrer avant le premier tour.

Sa candidature, elle l'envisage avant tout en tant que femme socialiste : *« L'image du Parti ne gagne rien à être masculine. »* Elle tient à préciser que sa circonscription n'était pas « réservée » à une femme, mais que la section l'a choisie parce que, face à Nicole de Hautecloque, qui a entre autre voté deux fois contre la loi sur l'avortement, en 1974 et en 1979, il fallait réagir en femme.

Carmen Carmona veut *« remettre les problèmes au féminin »*, tout simplement, sans plus de prétention. C'est une des phrases de sa campagne, mais c'est loin d'être la seule. La section a utilisé une enquête sociologique sur les îlots, et Carmen Carmona compte aborder les thèmes propres à chaque ilôt. Elle envisage notamment une campagne spécifique pour les personnes âgées (rencontres, dialogues, goûters), puis une action pour les commerçants, à qui elle exposera les mesures du parti en faveur des petits commerçants. Elle intégrera le problème de la femme (revendication d'un salaire pour la femme du commerçant, ainsi que les droits propres en matière de retraite) et ce, *« sans brandir le torchon »*.



« Etre femme candidate, ce n'est pas un handicap ». Elle lutte pour *« faire reconnaître l'ensemble des femmes comme étant capable de participer aux responsabilités du pouvoir »*, et parce qu'elle reste convaincue que *« la libération de la femme passe par l'instauration du socialisme »*. En tant que représentante du parti, elle entend faire progresser le parti.

Elle se présente avec ses mots à elle, ses arguments, sa sensibilité, attachant une grande importance à l'avis de ses camarades de section. Et puis Carmen Carmona estime que cette campagne lui aura servi à rencontrer les habitants de son quartier, qui ne connaissent pour l'instant que la commission d'arrondissement, composée presque entièrement par des chiraquiens.

Martine Petit, PSU

MARTINE PETIT, *libraire, quarante ans, candidate aux législatives sous l'étiquette PSU, ne limite pas le problème de sa candidature au fait d'être femme.* « Bien sûr, cela n'exclut pas que j'aie ma sensibilité, mais je ne vais pas défendre des thèmes particuliers à la femme. Je n'ai rencontré aucun problème en tant que candidate femme. Autour de moi, l'émancipation de la femme est entrée dans les mœurs. On trouve cela très bien que je me présente aux législatives. Et puis il faut bien dire que, dans ma section, qui regroupe les Ie et le XVe arrondissements, on a désigné une moitié d'hommes et une moitié de femmes comme candidats. »

DREUX

Françoise Gaspard candidate, Jocelyne Petit suppléante

DREUX... Entre le beffroi et l'église, vers midi, la rue piétonne s'anime. Pendant quelques minutes, les boutiques des commerçants se remplissent, puis le calme revient sur la petite ville. Une petite ville qui semble vivre au ralenti.

Et pourtant ! Les grands bouleversements du temps ne l'épargnent guère. Il y a trois ans, un changement notable intervient dans la vie politique locale. Une femme — oui, une femme ! et qui plus est une socialiste ! — devient maire. Jeune, elle a alors trente ans, « énarque », agrégée d'histoire, elle est bien décidée à changer la ville. Elle s'y emploie si bien que, pour les législatives, elle est la candidate qui s'impose. En quatre ans de gestion municipale, elle a fait ses preuves. Elle peut même se permettre de mettre en avant sa suppléante, Jocelyne Petit. Deux femmes dans la bataille électorale, voilà qui suscite, au départ, un brin d'inquiétude parmi les militants. Inquiétude vite dissipée au demeurant : Jocelyne Petit, vice-présidente du conseil général, n'est pas une novice en politique.

Heureusement, car dans cette deuxième circonscription de l'Eure-et-Loir, tout ne semble pas gagné d'avance. Martial Taugourdeau, le député sortant, devance de peu le candidat socialiste aux dernières législatives. Qui plus est, il a, au premier tour, un concurrent sérieux : le fils de l'ancien maire, jeune avocat UDF, « consolidé » par la préfecture et qui a lui aussi ses chances.

L'UDF a eu six points de plus aux dernières élections. La droite reste forte, elle tient la presse locale : un des trois journaux locaux, *l'Action républicaine*, appartient à Hersant. *« Huit cantons sur dix*, explique Françoise Gaspard, *sont des cantons ruraux qui ont voté dans une assez forte proportion pour Jacques Chirac. »*

Parlementaire européenne, Françoise Gaspard connaît bien les problèmes ruraux. Elle compte bien expliquer aux agriculteurs qu'ils sont eux aussi victimes de la politique giscardienne. Elle évoque aussi le problème des subventions aux écoles privées, subventions que la municipalité a refusé d'inscrire à son budget. Madame le maire montrera qu'elle ne s'attaque pas à la liberté de l'enseignement.

« D'ailleurs, dit-elle, *j'ai le sentiment, pour la première fois, que les électeurs sont plus préoccupés par les problèmes nationaux que locaux. »* L'issue du scrutin ? Françoise est optimiste. *« Je pense que je vais être élue. Dans les réunions que j'ai faites, un courant passe. »*



PORTRAIT



EDWIGE AVICE est l'une des deux femmes députés socialistes sortants. Nommée, à trente-six ans, ministre chargé de la Jeunesse et des Sports, elle est membre du Parti socialiste depuis 1972. Affiliée au CERES, elle devient en 1977, au congrès de Nantes, membre du comité directeur et du bureau exécutif du parti. Première femme secrétaire de section de Paris, elle est élue en 1978 député de Paris. Cadre administratif depuis 1973 aux Hôpitaux de Paris, Edwige Avice se voit alors confier diverses missions d'organisation hospitalière. Elle se consacre principalement à l'amélioration de l'accueil et du séjour des malades et aux établissements de personnes âgées. Comme député elle est la première signataire des propositions de loi pour la contraception et pour la légalisation de l'avortement, contre les discriminations sexistes professionnelles, pour l'objection de conscience et la suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix. Edwige Avice se représente dans la seizième circonscription

Les trois mots d'ordre en matière de protection sociale :

Décentralisation, démocratisation, solidarité

Une interview de François Autain, secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale

L'annonce faite lundi par François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale, chargé de la Sécurité sociale, de l'abrogation des ordonnances de 1967 a provoqué une vive réaction de Force ouvrière. Le gouvernement a, depuis, rassuré André Bergeron : il n'y aura *« pas de précipitation »*. François Autain s'explique ici sur son calendrier. On renégociera la convention médicale, mais pas avant septembre « et après une table ronde ». On ne touchera pas au régime des retraites complémentaires. La réforme de l'assiette des cotisations fera l'objet d'études minutieuses. Le projet socialiste existe, mais chaque étape en sera négociée.



(Photo Pascal Lebrun)

François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale, chargé de la Sécurité sociale : *« Chaque étape de la réforme sera négociée. »*

• Vous annoncez que la Sécurité sociale, au moment où vous en héritez, court vers un déficit de sept milliards de francs. D'où sortez-vous ce chiffre ?

— Il s'agit d'un déficit prévisionnel virtuel. Le précédent gouvernement l'évaluait aux alentours de 3 milliards. Moi, j'ai pris les états fournis par mes services, j'ai projeté la politique menée par l'ex-gouvernement et j'en ai chiffré les conséquences. L'équipe au pouvoir va mener une nouvelle politique. Toutes les données vont être modifiées. Il est difficile d'augurer aujourd'hui du déficit que l'on aura en fin d'année.

• On chiffre aux alentours de 9 milliards le coût des mesures sociales qui devaient être prises, mercredi, en Conseil des ministres. Où trouvera-t-on l'argent ?

— Si l'on injecte du pouvoir d'achat dans le circuit économique, on va créer en bout de chaîne des emplois. Ce sont des cotisations nouvelles qui vont entrer dans les caisses. Il est possible qu'il y ait un décalage. Mais il n'est pas certain que l'on ait en fin d'année un déficit tellement supérieur à 7 milliards. Et cela en dépit des mesures annoncées aujourd'hui.

• Comment va-t-on combler ce trou ?

— Il n'est pas exclu que l'Etat relève sa participation. Elle doit s'élever actuellement, dans le dernier budget, à environ 40 milliards.

• Allez-vous toucher aux cotisations ?

— L'assiette des cotisations va être étendue à d'autres éléments que le salaire. Mais ce n'est pas pour tout de suite. Il faut procéder à des études techniques, faire des simulations. On va surtout harmoniser les cotisations entre les salariés, et revoir notamment celles des exploitants agricoles.

• Outre l'abrogation des ordonnances de 1967, quelles sont les prochaines échéances ?

— Il y a l'échéance tarifaire du 5 juin ; puis la renégociation de la convention signée entre les médecins et la Sécurité sociale. Formellement, le gouvernement n'intervient pas. Ce ne sera pas avant septembre. J'organiserai au préalable une table ronde qui réunira toutes les parties prenantes. Autour du gouvernement, il y aura les représentants des usagers, au travers des syndicats et des organisations familiales, ceux des caisses de la Sécurité sociale, les organisations professionnelles de médecins, enfin, le patronat.

Je suis opposé à cette convention qui institue un double secteur d'honoraires, contraire à l'égalité des salariés devant l'accès aux soins.

• Il existe un projet socialiste en matière de santé. Jusqu'où comptez-vous aller ?

— Notre projet socialiste, c'est un peu ce vers quoi on devrait tendre en matière de protection sociale si on restait suffisamment de temps au pouvoir. Avant de franchir une nouvelle étape, il y aura une large négociation avec tous les partenaires sociaux. L'unification des organismes de recouvrement des cotisations sociales est l'une des étapes, pas la première.

• Que va devenir le régime des retraites complémentaires et l'Unedic ?

— Nous ne toucherons pas aux caisses de retraite complémentaire. Je suis formel. Quant à l'Unedic, nous n'envisageons rien pour l'instant.

L'engagement qui a été pris de relever le taux des pensions de réversion sera tenu. Mais quand ? Il est trop tôt pour le dire. De même pour le quotient familial.

• Et l'administration de la Sécurité sociale ?

— La gestion des caisses est paritaire. Syndicats et patronat ont le même poids. Il faudrait un autre équilibre. Nous voulons établir une représentation équitable des usagers, par le biais de la composition des conseils d'administration des caisses. Les trois maîtres mots sont : décentralisation, démocratisation, solidarité.

Propos recueillis par Catherine MAUSSION

Hygiène 2000 nettoie par le vide

Conscients que le combat politique se gagne sur le terrain, Jean-Pierre Perrot, candidat socialiste de la circonscription d'Ivry (Val-de-Marne) et sa suppléante, Marcelle Le Devehat, multiplient les contacts avec la population. Lundi 1er juin, c'est avec les travailleurs d'Hygiène 2 000, en grève depuis plus de trois semaines, qu'ils se sont entretenus.

ILS sont une vingtaine, travailleurs immigrés pour la plupart, bien déterminés à aller jusqu'au bout. Au 22 de la rue d'Estienne-d'Orves à Ivry-sur-Seine, plusieurs affiches collées sur un entrepôt préfabriqué sont là pour témoigner du conflit : *« Hygiène 2 000, 25 jours de grève, chèques en bois pour les salaires de mai »*.

Depuis le 5 mai, les salariés de cette petite entreprise spécialisée dans les travaux de lessivage, de nettoyage et de peinture de bâtiments poursuivent leur lutte, « dans la plus stricte légalité » — comme ils aiment à le répéter —, c'est-à-dire sans occuper les locaux. Parmi leurs principales revendications : augmentation de 6,5 % de leurs salaires et affiliation des salariés à la convention collective du bâtiment de la région parisienne.

Côté direction, le gérant, M. Viel, tente de dédramatiser le conflit, mais le protocole d'accord accepté dès les premiers jours de grève a rapidement été dénoncé par le patron. Mieux, les chèques correspondant aux salaires de mai n'ont pas été honorés par la banque. *« Viel et ses associés considèrent les gens comme des chiens,* s'exclame un des salariés. *Il nous est arrivé de travailler jusqu'à cinquante heures d'affilée pour des salaires de misère puisque le patron refuse de payer les heures de nuit. »*

Aujourd'hui, la direction refuse toujours de négocier, espérant faire craquer les salariés et les recupérer en imposant ses conditions. *« C'est mal nous connaître,* confie l'un d'eux. *On ne va pas s'abaisser devant un patron qui n'hésite pas à embaucher des travailleurs intérimaires pour remplacer les grévistes. D'ailleurs, il s'est promis d'avoir notre peau. »*

Pour Hygiène 2 000, les jours sont désormais comptés. Reprise, après un règlement judiciaire, en location-gérance en septembre dernier par une société d'exploitation créée à cet effet par une autre firme, l'entreprise Cercle, elle doit régler d'ici à une quinzaine de jours la somme de 11 760 francs au syndic, sinon c'est la liquidation de biens. *« Impossible de trouver cette somme,* souligne la direction. *Surtout que les chantiers sont aujourd'hui interrompus. »*

Les grévistes, qui ont reçu le soutien de l'union locale CFDT, sont résolus à ne pas céder. *« Si le bateau coule, on ne coulera au moins pas seuls... »*

J.-P. G.

Truquages à la chaîne

Une malencontreuse erreur de transmission a fait disparaître la fin de l'enquête de Catherine Maussion sur le syndicalisme ouvrier chez Citroën : *« Truquages à la chaîne »*, dans notre édition du 3 juin. Nous publions aujourd'hui le passage manquant.

A mesure que les syndicats ébauchent des parades, Citroën affine ses techniques. Pour faire pièce à la maîtrise qui imposait le retour des bulletins, la CGT s'est mise à imprimer les siens, et Citroën franchit le pas suivant.

Levallois n'est pas un cas isolé. A Saint-Ouen, les syndicats ont contesté les dernières élections et perdu leur procès.

A Aulnay, les syndicats repèrent à chaque scrutin des anomalies. Le 24 mars dernier, les employés d'Aulnay élisaient les délégués titulaires, et le lendemain, les suppléants. Comme l'explique, un délégué de la CGT, *« on vote en dix-neuf endroits, on ne peut pas être partout. Au bureau 123, par exemple, nous n'avons contrôlée le dépouillement que le second jour du scrutin. »* La centrale quadruplera, à quelques unités près, le nombre de ses voix, gagnant soixante et un suffrages, tandis que la CSL en perdra cinquante-huit...

« Le syndicalisme est en train de disparaître, on n'arrive pas à y croire. » Le délégué CFDT qui parle ainsi milite depuis vingt ans chez Citroën. Implantée en 1966, la CSL, raconte-t-il ne se développera vraiment qu'au lendemain de 1968 : *« Les manipulations et pressions de toutes sortes ne sont qu'un moment de la lutte antisyndicale de l'entreprise. Qu'un tel chantage fonctionne en dit long sur le climat des ateliers. Certains établissements de province sont 100 % CSL et la CFDT, complètement laminée de l'intérieur. »*

La CGT recule aussi. A Aulnay, elle a pratiquement disparu des postes de travail à la chaîne.

Tenus presqu'exclusivement par des immigrés, ces postes sont parmi les plus pénibles. *« La seule façon de rencontrer les immigrés, c'est dans les cafés ! Si on va sur les chaînes, on a toute la maîtrise derrière nous. »* La CGT, qui s'inquiète des licenciements douteux, fait procès sur procès.

La faute au turn-over

Elle vient à Aulnay d'en gagner deux. Jean-Louis Guyomard et Arthur Limao ont obtenu respectivement 18 400 et 27 800 francs de dommages et intérêts. Mais la CGT ignore la plupart du temps ce qui se trame sur les chaînes. Tandis que les ANPE de la périphérie reçoivent des démissionnaires d'un genre un peu particulier *(voir encadré)*.

Et Citroën conserve intacte son image de firme qui ne licencie pas. On ne quitte l'entreprise que de son plein gré. Une voiture est donné aux immigrés qui retournent aux pays (voir *Combat socialiste* 12 mars) et la firme vient de signer avec le Fonds national de l'emploi une convention qui permettra à 2 500 personnes (de plus de cinquante-six ans et six mois) de partir en préretraite. Quand il est fait remarquer à la firme que le bilan social mentionne à Aulnay, en 1980, 978 cas de démission — presque le double du chiffre de 1978 —, alors que depuis deux ans toute embauche est bloquée, on trouve cela tout à fait normal : « *C'est le turn-over* », répond-on, Quai de Javel.

C.M.

BREF

• L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC, et autonomes) des officiers et marins de commerce a décidé de suspendre le mot d'ordre de grève de retard à l'appareillage des navires, à l'issue de la rencontre qui s'est déroulée, lundi 1er juin à Paris, avec Louis Le Pensec, ministre de la Mer. Le retard à l'appareillage, déclenché le 10 novembre 1980, visait à une revalorisation forfaitaire des pensions et retraites. *« Une négociation tripartite sérieuse afin que soient définies les étapes d'une politique de rattrapage en matière de retraite s'engagera prochainement »*, a précisé le ministre.

• Les chances d'une reprise économique dans les pays industrialisés apparaissent de plus en plus minces, estiment les experts de l'OCDE, qui prévoient que la reprise de l'activité économique n'interviendra finalement qu'avec plusieurs mois de retard. Le taux de croissance en 1981 devrait tomber à près de 0 % et ne commencerait à se redresser qu'à la mi-1982.

Le Conseil des ministres tient les engagements du président

Le premier volet des mesures sociales

Peu importe l'augmentation exacte du SMIC qui devait être décidée ce mercredi en Conseil des ministres.

Les autres relèvements sont connus : minimum vieillesse à 1 700 francs, hausse de 25 % des allocations familiales et de logement, effort en faveur des handicapés.

Le Conseil des ministres a mis un point d'orgue à dix jours de consultations tous azimuts. François Mitterrand et son premier ministre, Pierre Mauroy, ont dégelé les rapports sociaux sans toutefois, loin s'en faut, dérider le patronat.

Et les premières fausses notes, sorties des déclarations impromptues des uns et des autres, n'entament pas trop pour l'instant la justesse de l'accord final.

A ce titre, la réunion, mardi après-midi, de la Commission supérieure des conventions collectives a constitué un premier test. C'était, depuis l'accession de la gauche au pouvoir, la première fois que se côtoyaient autour d'une même table — pas ronde mais en fer à cheval : ils étaient plus d'une cinquantaine — tous les partenaires sociaux. Il n'en est sorti, après deux heures et demie de discussion, aucun « *avis* » : les positions syndicales n'étaient pas suffisamment proches pour que les centrales ouvrières s'entendent sur un chiffre. « *Mais,* dira Albert Mercier, de la CFDT, *il y a vraiment eu concertation. Et le patronat a été forcé à prendre autre chose que des positions de principe.* »

Dans un premier tour de table, chacun a rappelé ses positions. Il a fallu que FO avance un chiffre : 10 % en deux fois, 5 et 5 et 6 et 4 — ce que la centrale d'André Bergeron s'est refusée jusqu'à présent à faire —, rapporte un participant, pour que le patronat se décide à parler. « *Oui au relèvement des bas salaires, mais non à la hausse brutale du SMIC* », dira en substance Yvon Chotard, à la tête du CNPF et avant de faire parler les « *branches* ». Pour le textile, 10 % de hausse du SMIC, c'est 5 à 7 % de la masse salariale en plus, et 15 à 20 % des effectifs touchés. Dans la conserve, tous les records sont battus. Un salarié sur deux sera directement concerné par un relèvement de 10 %.

Au total, pour le CNPF, la masse salariale augmenterait de 4 %. La charge représente au total cent milliards, « *la moitié du prélèvement pétrolier* » dira, à la sortie de la réunion, Yvon Chotard. Ce n'est pas le chiffre du ministre du Travail qui estime l'incidence, évaluée par ses services, entre 2 et 3 %.

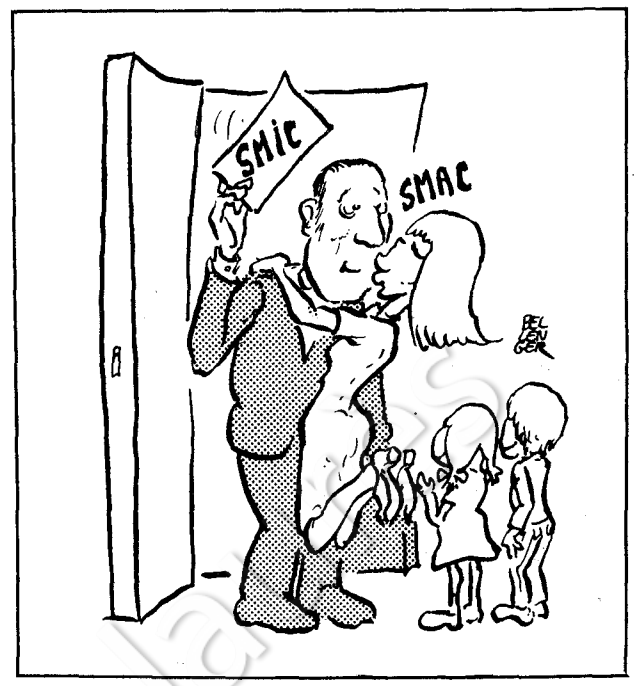
Pas d'accord sur l'incidence

Dans la foulée, le ministre fera remarquer aux patrons qu'ils font l'impasse sur les effets bénéfiques sur l'emploi, d'une injection d'argent frais dans l'économie. Le gouvernement a placé le patronat dans une position défensive. Il n'oubliera pas dans les mesures prises ces jours-ci ses promesses d'allègement des charges sociales puisque le relèvement du SMIC devrait aller de pair avec une compensation des charges sociales nouvelles induites.

On en saura plus sur le climat social avec la réunion tripartite sur la réduction du temps de travail annoncée de part et d'autre pour la semaine prochaine. D'autant qu'on reprendra une discussion amorcée il y a plus de trois ans, et qui s'est enlisée par la suite (voir *Combat socialiste* du 28 mai), juste reflet de la dégradation de la politique contractuelle.

Une ère de négociations va s'engager, si l'on se réfère à la liste des dossiers dressée depuis le 10 mai. Ce qui devrait au moins créer des emplois de permanents dans les grandes centrales, ne serait-ce que pour remplacer les têtes de file de l'une d'entre elles appelées près du pouvoir politique. Nous voulons parler de la CFDT.

Catherine MAUSSION



Les entretiens de Matignon

BILAN de Pierre Mauroy qui a reçu lundi et mardi les partenaires sociaux : tout s'est déroulé « dans un climat de sérieux, de responsabilité et souvent de cordialité ».

La progressivité et la rigueur demeurent les deux maîtres mots. Faisant pendant à l'importance des mesures sociales, le souci de ne pas compromettre l'avenir : le gouvernement mettra en œuvre une politique industrielle et dynamique et favorisera la relance des divers secteurs de l'activité nationale. Il étudie dans cet esprit la mise en œuvre des mesures compensatoires à la hausse du SMIC.

Un patron de PME

Le SMIC supportable, mais pas les taux d'intérêt

DIRECTEUR de Triaud-Gauvin, à côté d'Angoulême, M. d'Auvigny fabrique des feutres pour machines à papier. Il est compétitif, vis-à-vis des Japonais, des Américains et des Européens, mais son créneau est étroit. Il fait travailler quatre-vingt-quinze personnes. Cette main-d représente 45 % du prix de revient de ses produits. Une quarantaine d'ouvriers, payés à 20-30 % au-dessus du SMIC, sont concernés par son augmentation, puisqu'elle aura des répercussions sur les salaires situés dans la zone proche du salaire minimum. Mais ce n'est pas tellement le coup de pouce au SMIC qui inquiète ce patron de PME : « *Notre grand problème actuellement, c'est le niveau insensé des taux d'intérêt. Pour ne prendre qu'un seul exemple, j'avais un client qui avait pris une option pour un terrain dont je n'ai pas besoin. Il vient de me faire savoir qu'il se retire. Il est urgent que les taux d'intérêt reviennent rapidement à des niveaux raisonnables. On ne peut pas continuer à travailler dans ces conditions...* »

G. F.



Jamais la Commission supérieure des conventions collectives n'avait connu une telle affluence... (Photo Pascal Lebrun)

De SMIG en SMIC

LE SMIC (salaire minimal interprofessionnel de croissance) a été institué par une loi du 2 janvier 1970. Il succédait au SMIG (salaire minimal interprofessionnel garanti), « minimum vital » institué en 1950 par la loi sur les conventions collectives, prévoyant pour les salariés les plus vulnérables une indexation sur les prix.

Cependant, dans un contexte de forte croissance, le SMIG a été nettement distancé par la moyenne générale des salaires. Son rattrapage a constitué l'un des enjeux essentiels des accords de Grenelle en 1968 : d'un seul coup, il a progressé de 35 %, en passant de 2,22 francs de l'heure à 3 francs, mesure dont, à l'époque, ont bénéficié directement 12,5 % des salariés.

En 1970, imaginé pour jouer un rôle plus dynamique, le SMIC devait évoluer non seulement en fonction de l'inflation (avec un relèvement automatique quand les prix augmentent de 2 %), mais aussi de l'expansion générale et de la courbe moyenne des salaires ouvriers.

Un réajustement tenant compte de ce dernier facteur a lieu généralement le 1er juillet de chaque année par décision du Conseil des ministres, après consultation de la Commission supérieure des conventions collectives.

Estimés actuellement entre 800 000 et plus d'un million, les « *smicards* » sont particulièrement nombreux dans le nettoyage (24 %), la restauration et l'hôtellerie (11,5 %), le cuir (10 %), l'habillement (9 %)... Les femmes sont majoritaires.

Trente-huit à table

LA Commission supérieure des conventions collectives est un organisme consultatif tripartite (pouvoirs publics, patronat, syndicats).

Elle est composée de trente-huit membres : le ministre du Travail (président de la commission) et le ministre de l'Economie, ou leurs représentants ; le président de la section sociale du Conseil d'Etat ; seize représentants des salariés (six CGT, quatre CFDT, quatre FO, un CGC, un CFTC) ; seize représentants du patronat (dix du CNPF, un des entreprises publiques, deux des artisans, trois des employeurs agricoles) et cinq représentants des intérêts familiaux (UNAF).

L'avis de la commission sur la valeur à retenir pour la fixation du SMIC est établi au vu de l'analyse des comptes économiques de la nation et d'un rapport, fourni par le gouvernement, sur les conditions économiques générales et les revenus. Il est accompagné d'un rapport relatant la position de la majorité et celle de la ou des minorités.

La commission est par ailleurs consultée sur toute question relative à l'extension des conventions collectives. Elle se réunit au moins une fois par an, à la fin du premier semestre.

Minimum vieillesse

M'habiller un peu mieux

ANNE-MARIE T., à Montargis, est une des quelque deux millions de personnes âgées qui ne touche que le minimum vieillesse. Que va-t-elle faire des 284 francs mensuels supplémentaires qu'elle va toucher ? « *Je m'achèterai un petit bifteck en plus. Et puis, je vais pouvoir m'habiller un peu mieux. M'acheter un nouveau manteau pour la saison prochaine. Et aussi une paire de chaussures. Celles que j'ai aux pieds ont un petit trou. Cette augmentation tombe bien. Enfin, je vais essayer de mettre un peu d'argent de côté, à la Caisse d'Epargne, surtout si le gouvernement crée un livret indexé sur le coût de la vie...* »

G. F.

Les mutuelles satisfaites de leur entretien à l'Elysée

Reçue mardi par le président de la République, la mutualité française a obtenu l'assurance que « *le processus pour l'abrogation des textes remettant en cause les libertés mutualistes serait engagé* ».

René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française, a indiqué qu'il avait rappelé à François Mitterrand sa demande d'une annulation « *définitive* » du ticket modérateur d'ordre public, mesure instaurée par le gouvernement Barre il y a près d'un an et qui interdit aux mutuelles de rembourser intégralement leurs frais médicaux aux assurés sociaux.

Bangladesh : funérailles du président Rahman

UNE foule évaluée à plus de 500 000 personnes a assisté, mardi, aux funérailles du président Ziaur Rahman, assassiné, samedi dernier, au cours d'une tentative de coup d'Etat.

Un communiqué officiel que le général Mansur Ahmed, un des principaux responsables du putsch manqué, a été « *blessé par balles et est décédé au cours de son transfert à l'hôpital* ». Les premières versions de sa mort précisaient qu'il avait été tué par des « *soldats en colère* ».

Bien que le général Mansur ait été qualifié de « prochinois », il semble que la tentative de putsch n'ai reçu aucun soutien à l'étranger.

EN 24 HEURES

VATICAN
Jean-Paul II guéri en juillet

Le pape Jean-Paul II ne devrait pas faire de voyages cette année, a déclaré mardi le Dr. Tresalti, directeur de la clinique « gemelli », où est hospitalisé le souverain pontife. « *Le pape sera considéré comme guéri fin juillet, mais il sera encore convalescent* », a ajouté le Dr. Trésalti.

GUATEMALA
Massacre de paysans

Trente-six paysans guatelmatèques ont été massacrés à la mitraillette par un fort groupe « d'inconnus » dans le village d'Ixtatan (nord-ouest du Guatemala).

ESPAGNE
L'affaire de Barcelone

Un deuxième indicateur de la police figurait, selon les syndicats, parmi les assaillants de la banque centrale de Barcelone qui ont retenu plus de deux cents personnes en otage les 23 et 24 mai dernier.

ULSTER
Mgr Runcie à Belfast

L'archevèque de Cantorbery, le Dr. Robert RUncie, à pour une journée. « *La violence entraine seulement la violence et la dégenerescence des valeurs morales de ceux qui en vivent* », a estimé le primat de l'église anglicane dans une homélie à la cathédrale Saint-Anne.

CHINE
Incinération de Chingling

L'incinération, mardi, à Pékin, de Soong Chingling, la veuve de Sun Yatsen, a donné lieu au plus grand rassemblement populaire qui se soit produit à Pékin depuis la fin de la révolution culturelle. L'agence Chine nouvelle a estimé, mercredi la foule, qui se pressazit sur le passage du cortège, à « *près d'un million de personnes* ».

CHILI
Le gentil diplomate

Le consul du Chili à Cordoba (780 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), Harry Horowixz Izak, a brusquement quitté l'Argentine en laissant pour plus d'un million et demi de dollars de dettes derrière lui. Avant de quitter l'Argentine, le diplome aurait vendu une propriété pour 500 000 dollars.

RFA
Missiles soviétiques

Hans-Dietrich Genscher ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, a reçu mardi, à Bonn, Boris Ponomarev, secrétaire du comité central du Parti communiste soviétique (PCUS). Au cours de l'entretien d'une heure et demie qui a eu lieu à la demande de Ponomarev, précise le communiqué, Genssher a exprimé la préocupation du gouvernement de Bonn devant la modernisation des missiles sociétiques.

CAMBODGE
Conférence à New York

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a indiqué qu'il se proposait de convoquer une conférence internationale sur le Cambodge dans le courant du mois de juillet, à New-York.

ARGENTINE
Non à un nouveau pacte

Le général Roberto Viola, chef de l'Etat argentin, et le général Joao Figueiredo, président de la République fédérale du Brésil, ont réaffirmé leur opposition à la création d'un pacte de défense de l'Atlantique sud, du type OTAN, préconisé par les Etats-Unis.

Commandez Combat socialiste à votre marchand de journaux pour vos ventes militantes

Désaccord public entre Moscou et Varsovie

Les dirigeants communistes polonais désavouent les «ultras» soutenus par les Soviétiques

Le désaccord est désormais public entre officiels polonais et soviétiques. Mardi à Varsovie, le bureau politique du Parti ouvrier unifié polonais a condamné la déclaration du « Forum de Katowice ». Le jour même, la *Pravda* et les *Izsvestia* venaient de la mettre à l'honneur en en publiant de larges extraits alors que le vice premier ministre polonais, Mieczyslaw Jagielski, était en visite à Moscou.



Stanislas Kania, premier secrétaire du Parti polonais, aujourd'hui critiqué par Moscou. (Photo Atelier)

« *REVISIONNISME* » et « *opportunisme* » sont les deux péchés du POUP, selon Moscou. Reprenant les arguments du « Forum de Katowice », groupe formé par les communistes « ultras », la presse soviétique écrit que les thèses préparatoires du POUP, pour son neuvième congrès, en juillet, « *n'envisagent pas les événements dans le pays à partir d'une position de classe* » et « *ne disent pas que la naissance en Pologne des forces antisocialistes, du révisionnisme et de l'opportunisme dans le POUP ont pour cause principale la propriété privée qui décompose la classe ouvrière, la paysannerie et les intellectuels* ».

Mardi soir, dans un communiqué radio télévisé, le bureau politique du POUP affirmait que la déclaration du « Forum de Katowice » avait un caractère « *nuisible* » et comportait des « *simplifications et généralisations inadmissibles* ». Ainsi, les autorités polonaises, prenaient par la bande, leurs distances avec le point de vue exprimé à Moscou.

La semaine dernière, les « ultras » polonais avaient annoncé la fondation en Silésie, dans l'ancien fief d'Edward Gierek, du « Forum de Katowice », en proclamant bien haut leur attachement à la « *patrie* » et au « *communisme* ». Ils reprochaient à la direction du parti de « *manquer de fermeté* », la déclaraient coupable de « *ne pas s'opposer aux forces contrerévolutionnaires* » et l'accusaient de « *compromis avec les forces de droite et révisionnistes* ». En même temps, ils attaquaient le syndicat Solidarité pour « *connivence avec les forces antisocialistes* ».

Syndicat de miliciens

La presse polonaise y avait vu le décalque de positions déjà exprimées à Moscou, Prague et Berlin-Est. Elle avait fait état des nombreuses protestations au sein du parti contre cette initiative d'un « Forum de Katowice ». Cette formation n'était d'ailleurs pas reconnue par les délégués au congrès de la région de Katowice qui venaient d'être reçus par le premier secrétaire du POUP, Stanislaw Kania.

A six semaines du congrès du parti, l'exigence de démocratie en Pologne est irrésistible. Dernier symptôme : la création d'un syndicat indépendant de miliciens, annoncée lundi par Solidarité. Certains de ces miliciens réclament des précisions sur « *les responsabilités de ceux qui avaient pris la décision d'intervenir par la force en 1956, 1970 et 1976* ».

Déjà en avril, une organisation du parti d'un commissariat de Gdansk avait protesté contre les violences policières commises le 19 mars, à Bydgoszcz, qui avaient failli provoquer la grève générale. L'accord qui avait permis d'éviter celle-ci tarde aujourd'hui à être appliqué : le parquet de Bydgoszcz entendait clore le dossier sans établir les responsabilités au plus haut niveau. Aussi Solidarité envisage, à Bydgoszcz, une grève d'avertissement le 10 juin prochain.

Enfin, ce sont maintenant dix-neuf Polonais qui ont entrepris des grèves de la faim à Sosnowiec, Gdansk et Katowice, pour la libération des prisonniers politiques, les négociations étant bloquées, sur ce sujet.

Intensification des attaques d'Israël au Sud-Liban

Le durcissement israélien inquiète Washington

L'INTENSIFICATION des attaques israëliennes contre le Sud-Liban pose un dilemme aigu au gouvernement américain, qui cherche à freiner l'escalade de la violence au Liban, mais ne veut pas critiquer trop ouvertement le premier ministre israélien Menahem Begin. En effet, de telles critiques, redant celui-ci plus populaire, pourraient le favoriser à quelques jours des élections législatives.

Il n'empêche : la reprise, sur une grande échelle, des raids de l'Etat hébreu contre les cibles palestiniennes, au Sud-Liban, et certaines déclarations de Begin sont de nature à compromettre les efforts diplomatiques américains.

Le durcissement israélien intervient précisément alors que l'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, Philip Habib, s'apprête à reprendre sa délicate navette diplomatique entre Israël, le Liban et la Syrie. Pour les observateurs, ce n'est pas par hasard que le département d'Etat a tenu à souligner que les Etats-Unis n'avaient jamais donné le « feu vert » à des opérations israélienne au Sud-Liban. Au contraire, a souligné un porte-parole du département d'Etat, « *Washington a demandé à toutes les parties d'éviter toute escalade militaire.* »

Les récents propos de Begin selon lesquels Israël pouvait anéantir en deux heures les missiles syriens au Liban ont particulièrement irrité les dirigeants américains, même si les relations de Begin avec Reagan sont moins difficiles qu'elles ne l'étaient avec Carter.

En fait, toute l'attitude du gouvernement de l'Etat hébreu, depuis quelques semaines s'explique par la proximité des législatives du 30 juin. Donnée battue, il y a six mois, la coalition conservatrice au pouvoir, râce à ses propos enflammés et a ses raids sanglants, paraît bien placée aujourd'hui pour l'emporter.

Reagan recevra Cheysson

Le ministre français des Relations extérieures sera jeudi à Washington

CLAUDE CHEYSSON, retour de Bonn, où il a rencontré Helmut Schmidt s'envolera jeudi pour Washington où il sera reçu vendredi par le président Ronald Reagan. a la veille de ce premier contact avec les dirigeants américains, le nuveau chef de la diplomatie française a déclaré que l'alliance atlantique restait la base de la politique estérieure de la France, et que la nouvelle équipe au pouvoir respecterait les engagements du gouvernement sortant. Mais il a ajouté que sa plitique partirait en tangente de la courbe précédente et s'en écarterait progressivement.

Claude Cheysson a répété que les rapports avec le tiers monde seront un élément de fondamental de la nouvelle politique étrangère de la France et que son gouvernement soutiendra ceux qui luttent contre la discrimination raciale ou religieuse.

A Bonn, après les entretiens qu'il venait d'avoir avec Claude Cheysson, son homologue, Hans Dietrich Genscher, a parlé d'un « *accord complet sur les questions de fondamentales.* » Les conversations avaient portée sur la sécurité occidentale, les relations est-ouest et le tiers monde.

Ratés pour un circuit

Inauguré en décembre 1979, «Carole» connaît de sérieuses difficultés financières

Ici, vous entrez au Far West. Sortie : Aulnay zone industrielle. Longez les grilles du camp retranché Citroën. Suivez une large piste bitumée. Un camp de gitans sur la droite, seule chaleur humaine dans cette immensité de champs. Poursuivez en évitant les flaques de boue. Des baraquements groupés d'immigrés, un immense chantier : le futur Parc des expositions de la région de Paris. La piste s'arrête, vous y êtes, le circuit moto « Carole ».

« CAROLE » a été inauguré à grand fracas en décembre 1979, en pleine bataille des motards contre la vignette et le nouveau permis. Aujourd'hui le silence est retombé sur le circuit. Les bâtiments en préfabriqué sont toujours là, les arbres toujours pas. La belle maquette de l'inauguration est reléguée dans un coin poussiéreux. « *J'ai été floué par les ministres,* estime amèrement Jean-Jacques Branfeaux, responsable du circuit. *C'était un cadeau empoisonné. Beaucoup de financiers étaient sur les rangs pour le circuit. En plein essor du mouvement des motards, le pouvoir a préféré nous en laisser la gestion en espérant que nous ne tiendrions pas.* »

Jean-Jacques Branfeaux connaît la musique. Celle du vent sous le casque, à plein pots. Celle du vent sous les voiles, en pleine mer. Un baroudeur solitaire, mais avec les yeux bien ouverts. Bref, le genre du gars qui dérange. Le circuit, il le voulait ; les motards, aussi. On le lui a donné, il rend des comptes.

Pas d'eau courante, pas de sanitaires depuis dix-huit mois. Pourtant, le premier circuit moto aux portes de Paris mérite mieux.

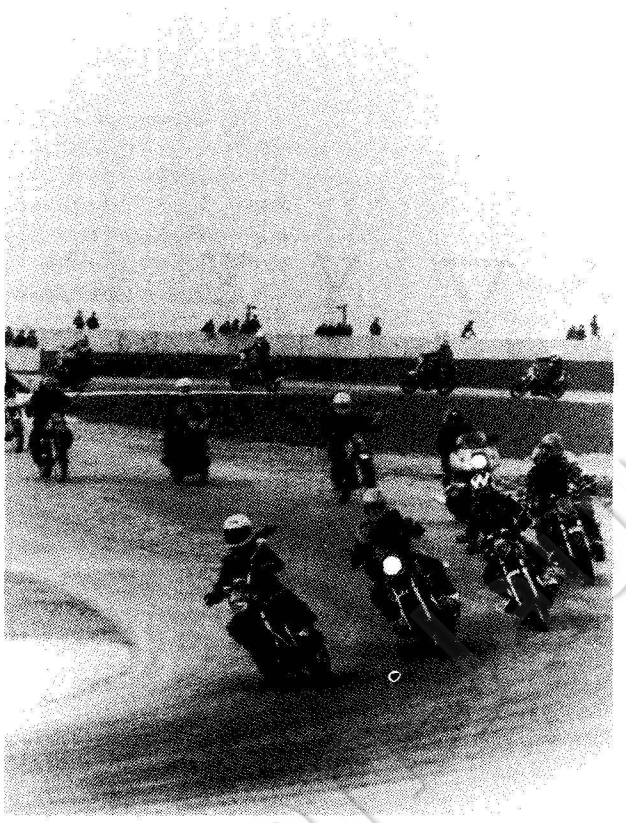
25 000 motards ont connu le grand frisson de la vitesse, en toute sécurité. Aucun accident grave à signaler en dix-huit mois. Par-delà les différentes associations de motards, les anciens du circuit meurtrier de Rungis apprécient. Côté animation, le pari est tenu.

Chaque week-end, malgré l'environnement peu agréable, 700 amateurs s'initient à la compétition. Un circuit « très rapide, très technique, peu dangereux », de l'avis des nombreux champions venant, souvent de loin, s'entraîner ici. L'ambiance est différente. Pas de contrôle tatillon. Seul impératif : la sécurité. Seulement trois *permanents salariés* : l'équipe est composée de bénévoles chargés de surveiller les points dangereux. Jeunes chômeurs, ouvriers, lycéens consacrent ainsi leurs loisirs à « leur » circuit. C'était là l'objectif principal : un circuit géré par des motards.

La loi du silence

La moto conçue autrement qu'une marchandise, ça ne plaît pas à tout le monde. Dès le début les ennuis commencent. L'image de Rungis colle à « Carole ». « Bénévoles égal loubards, égal mauvaise gestion » : l'intox est habilement distillée dans le milieu du moto-business. Les seules ressources du circuit : l'organisation de courses, la pub, la location du circuit en dehors des week-ends.

L'homologation tardive du circuit, l'absence de pub (vu l'image de marque), le silence des médias, tout s'enchaîne. La gestion en souffre. Seule recette, la location à une auto-école, « *J'ai été obligé de fermer le vendredi soir. Facture de l'EDF, 1,2 million. Je suis prêt à louer à n'importe qui, « Carole » doit vivre.* » Trois courses ont été organisées. Du beau spectacle, mais peu de spectateurs. Alors c'est la course aux finances.



Tout pour « Carole », tout pour cette nouvelle génération de motards, « l'après-Rungis ».

Pas un héros, Jean-Jacques Branfeaux croit simplement à ce qu'il fait. « *Carole », ce n'est qu'un début. Bientôt, le Parc des expositions. Nous sommes en plein cœur. Aménager l'accueil ; ouvrir le circuit sur le département, les associations de jeunes. Ça bouge en Seine-Saint-Denis. « Carole » a toute sa place dans ce mouvement.* »

Les rapports se détendent avec les élus du département. Les services jeunesse des mairies commencent à utiliser le circuit. La moto, bien sûr, mais aussi le vélo, le patin à roulettes.

Depuis janvier 1981 fonctionne le Moto-Club Carole affilié à la FFM. En trois mois, trois courses amateurs. Pour Thierry Schneider, vingt et un ans, président du moto-Club, les « promo-sports » sont un bon moyen d'intégrer « Carole » au département. Ces courses sont organisées avec l'UFOLEP, une association d'éducation populaire. N'importe quel jeune peut y participer. Le prix de la licence est cinq fois moins cher que dans les autres circuits. Les concessionnaires du 93 se mettent dans le coup. Les spectateur arrivent peu à peu. « *Les pouvoirs publics doivent maintenant tenir leurs promesses, nous sommes confiants.* »

Voila, « Carole-sur-Far-West », dix-huit mois après, ça tourne. A dix minutes de Paris, des pionniers se sont installés trnaquillement. Quant aux vautours, ils devront calmer leur appétit. « Carole », ce n'est qu'un début.

Bernard BULLIARD

La vignette, c'est fini!

AU cours de la campagne présidentielle, François Mitterrand s'était engagé à supprimer la vignette sur les motos. Lors de la conférence de presse donnée mardi par André Henry, le ministre du Temps libre, Edwige Avice, qui est ministre déléguée chargée de la Jeunesse et des Sports, nous a confirmé ces promesses : « Une nouvelle loi sera votée par la nouvelle assemblée législative, mais, pour cela, il nous faut attendre la prochaine session. D'ici là, nous allons prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser les poursuites à l'encontre des motards. Cela ne concerne pas seulement notre ministère. Il nous faut donc organiser une action interministérielle, ce qui demande un certain laps de temps. »

Les motards peuvent donc se réjouir dès à présent : ils ne seront pas pénalisés. Ce qui ne veut pas dire que tous leurs problèmes soient résolus (voir ci-contre).

P. P.

VITE DIT... VITE FAIT...

INFANTICIDE INCULPÉE

La mère de deux jumeaux âgés de deux mois qui avaient été découverts agonisant dans une ferme de Chambon-sur-Lignon a été inculpée de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, et écrouée à la maison d'arrêt du Puy.

Yolande Astier, vingt-trois ans, qui exploite avec son mari une ferme de la Haute-Loire, a été retrouvée quelques heures après la découverte des enfants errant en pleine campagne dans un état dépressif.

LA FIN D'UNE VEDETTE

Les recherches entreprises lundi soir au large de Saint-Tropez après la réception, par le Centre régional d'opération de surveillance et de sécurité en Méditerranée (CROSS-MED) de Toulon, d'un message de détresse émanant d'une vedette transportant quatre personnes, ont été interrompues mardi à la tombée de la nuit, apprend-on auprès du CROSSMED.

Aucune trace de l'embarcation ou de ses occupants n'a été apperçue lors des quadrillages de la zone concernée.

Lundi à 19 heures, le CROSSMED captait un appel en anglais indiquant que la vedette Océanic, ses deux moteurs en feu, était en train de couler à 30 milles nautiques à l'est de Saint-Tropez et que ses passagers, munis seulement de gilets de sauvetage, allaient se jeter à la mer.

VOLS RÉDUITS

La NASA a pris la décision de réduire le nombre de vols au programme de la navette spatiale Columbia.

C'est à la suite de compressions budgétaires et de modifications techniques, notamment des réservoirs de l'engin, que cette refonte des programmes a été décidée. Un allégement de plus de trois tonnes est rendu nécessaire par les transports de fret que doit effectuer l'engin.

La Défense des affaires

EN ces temps de crise, un seul mot d'ordre : économie. Et si vous voulez faire des économies, il y a actuellement à Paris un endroit idéal pour ça : le CNIT à la Défense, où se tient la Braderie de Paris. Là, vous pouvez trouver des soldes à des prix défiant toute concurrence : jusqu'à 50 % de réduction sur des articles aussi divers que l'habillement (et notamment les manteaux), l'outillage et la décoration.

C'est encore dans l'outillage que l'on fait les meilleures affaires : un groupe électrogène de 3 CV et d'une puissance de 1 000 W est vendu 1 600 francs à la braderie alors qu'il coûte 2 600 francs en magasin. Autre exemple : un établi se vend ici pour 150 francs, ce qui, tout compte fait, n'est pas même le prix du bois nécessaire pour le réaliser. Dans le prêt-à-porter, c'est l'euphorie : les robes et les chemisiers s'arrachent littéralement, au point que les exposants se demandent parfois comment ils vont réussir à tenir jusqu'à la fin du salon...

Après quatre jour d'ouverture, les responsables de cette manifestation savent déjà que le XVIe Salon des soldes sera un véritable succès. D'année en année, la surface des stands s'accroît. Depuis 1973, date de la création du salon, elle est passée de 6 500 m² à 27 000 m², et le nombre des visiteurs ne cesse d'augmenter : ils seront cette année trois cent mille.

Le succès de ce salon des soldes repose incontestablement sur le sérieux de son organisation. Chaque exposant doit déposer un dossier comprenant un état des stocks de plus de trois mois, les prix pratiqués habituellement et les prix soldés pour le salon, la copie de la taxe professionnelle et un extrait du registre de commerce. Ce dossier est étudié par la direction du salon, qui procède à des controles avant et pendant la manifestation . Les petits malins qui se livreraient à des déclarations mensongères ou à des pratiques indélicates se verraient aussitôt exclus de la liste des exposants pour le salon suivant. Or les places sont chères et les organisateurs possèdent déjà une longue liste d'attente de commerçants désireux de faire partie des exposants.

Monsieur Vérité, qui assure le bon déroulement du salon, n'est pas entièrement satisfait de son fonctionnement : il a conscience du fait que certains importateurs profitent de cette manifestation pour vendre leurs marchandises en réalisant des bénéfices substantiels, alors que les exposants sont invités ici pour écouler leurs stocks et trouver de l'argent frais en permettant aux acheteurs — et à eux seuls — de réaliser de bonnes affaires. Or il semblerait que les importateurs de produits exotiques réalisent dans ce salon des affaires qui n'ont rien à voir avec les soldes. Cela constitue sans doute un abus de confiance qu'il devrait être possible de corriger dans l'avenir.

Et si, cette année, vous vous y êtes pris trop tard, consolez-vous en apprenant que le prochain Salon des soldes se tiendra cet hiver Porte de Versailles.

Bankalement vôtre...

Un nouveau mensuel pour les handicapés

LE saviez-vous ? Les handicapés peuvent respirer, vivre, rire, aimer, ressentir. Au risque de vous confondre un peu plus, ils savent même écrire, et ils viennent de le démontrer dans la publication d'une nouvelle revue mensuelle, *Bankalement vôtre.*

A l'initiative du mouvement Handicapés Debout, le journal *Bankalement vôtre,* tiré à seize mille exemplaires et distribué par les NMPP, se veut la caisse de résonance d'un mouvement social que l'on exclut, que l'on gomme beaucoup trop souvent, en dépit des « années de l'handicapé » et de ces piédestals humanistes érigés çà et là dans les périodes de bonne conscience.

Et la bonne conscience, la politique de la quête, les articles faussement complaisants de journalistes-ambulanciers, les rédacteurs de *Bankalement vôtre* ne les souhaitent plus, avec force, rage et passion.

Si les handicapés savent râler, se battre contre cette mise en réserve indienne, ils savent aussi très bien parler de leur vie quotidienne : culturelle, sociale, politique, affective, sexuelle...

Avec leur mensuel, les handicapés affirment leur volonté de ne plus être ces êtres périphériques, reclus dans les cagibis sociaux et autres maisons d'accueil, soumis au bêtisier des préjugés et à l'incompréhension. Pour faire sauter une chappe de plomb et que débordent les différences.

Sortie du premier numéro en kiosque, jeudi.

LEM

• *Handicapés Debout. 36, rue des Haies, 75020 Paris.*



TOURS ET DETOURS

Les raisons de la colère

Election et course automobile ont un tout autre

J'ai débarqué en Corse pour le premier tour de élection présidentielle et... le 25e Tour de Corse. Compétition politique et compétition automobile. Dans l'une comme dans l'autre, les sorties de route n'ont pas pardonné. Dans l'une comme dans l'autre, les favoris et leur débauche de fric sont allés joyeusement au tapis. Mais, si l'on ne donne pas cher de l'avenir politique du président sortant, les grands de l'automobile, eux, se remettront facilement de leur échec.

Sur la ligne de départ du Tour de Corse, le public louchait vers la Renault 5 turbo, la Ferrari, l'Audi Quattro, en espérant que, peut-être Darniche et sa vielle Stratos. Le public a été entendu, Darniche a remporté la victoire.

Tant de gens désiraient depuis si longtemps la victoire de la gauche que même les plus optimistes ne pouvaient, parfois, s'empêcher de douter. Aujourd'hui, François Mitterrand est bien le président de tous les Français. Si cette victoire était

LA CORSE, MOI JE CONNAIS... PENDANT SEPT ANS JE ME SUIS CASSE LES DENTS DESSUS!! D81

Champ-Elysée un soir de 14-Juillet. Ce mauvais virage est éclairé comme pour un « son et lumière ». Des projecteurs, des caméras, des techniciens caracolant dans tous les coins. Et le public qui n'arrête pas d'arriver. Le froid. La nuit. Frileusement, on relève le col des anoraks. On se groupe autour des feux de bois improvisés ici et là. Tout les ingrédients du show-biz sont réunis : la foule, les officiels, les journalistes, les photographes et la télé pour transformer le sport en spectacle.

Qui passera le plus vite ? L'Audi Quattro, avec ses quatre roues motrices dont c'est le premier galop d'essai en version « asphalte », la Renault 5 turbo, la Ferrari, la Stratos, les Talbot-Lotus ou les Datsun.

Derrière ces noms de marque se cache un véritable conflit de générations : le combat des autos classiques contre les mécaniques révolutionnaires. Et puis, cette année, les ténors se sont déplacés.

En effet, le Tour de Corse, épreuve traditionnelle d'automne comptant pour le championnat du monde, pilotes et marques, était depuis quelques années boudé par les pilotes d'usine, qui n'avaient aucun intérêt, sinon le panache — et le poste « panache » ne figure pas sur les bilans des constructeurs —, à venir disputer une épreuve aussi dure et meurtrière alors que le classement du championnat du monde était quasiment joué. Evidemment, en déplaçant l'épreuve en début de saison, cela change tout, car c'est à cette époque que les « pro » ont intérêt à marquer des points.

« Si tu étais là-bas, tu as vu une Renault 5 turbo percuter le parapet du pont. — Evidemment, le pilote a même écrasé ses anti-brouillard contre la murette. — Eh bien, c'était nous ! ». Et tous les quatre ils partent d'un grand éclat de rire. Ces quatre-là : le pilote, le navigateur, le sponsor et le mécano, ce sont des privés italiens. Remarquez, hormis les Talbot et les Datsun qui sont passées à fond en jouant du frein à main et du volant, tous les autres ont assuré.

A l'exception des Renault 5 Turbo, dont on attendait tant, presque toutes y sont allées de leur marche arrière. A chaque fois, le public rigolait un bon coup. *« Vous avez terminé le rallye ? — Non, la Turbo, elle a fait ça... »* Et joignant le geste à la parole, le pilote met ses deux mains à plat. Traduction : les deux roues arrière se sont couchées sous le moteur.

Des joyeux, ces Italiens. Avant le départ, ils se sont présentés au contrôle technique des véhicules sans plaques d'immatriculation. Les commissaires voulaient les déclarer hors course. Réponse des intéressés : *« En Italie, c'est comme ça. Pourquoi pas en France ? »* Ils n'ont pas reconnu le parcours. De toute façon, cela n'aurait servi à rien.

Dès les premiers virages, le navigateur était malade comme un chien. Il passait le plus clair de son temps la tête hors de la portière... A peine débarqués, ils ont pris la route. En guise de notes, le navigateur, lorsqu'il était en état, mimait le geste de serrer le frein à main pour indiquer au pilote qu'il fallait ralentir. Evidemment, dès les premiers kilomètres, la radio intérieure reliant pilote et navigateur était tombée en panne...

A ce souvenir, le pilote lève les yeux au ciel, en souriant. Ils sont quand même arrivés à Bastia. C'est dans la deuxième étape, Bastia-Ajaccio, que la turbo a cassé. Dommage, car certains temps de spéciales n'étaient pas mauvais. D'ailleurs, beaucoup, et parmi eux pas mal de « notoriétés », ne sont même pas arrivés à Bastia. Quant à terminer la deuxième étape, cela tenait tout bonnement du miracle.

Comme sur le continent, le plus dur reste à faire pour changer vraiment...

LA Corse n'est pas la Côte d'Azur. La Côte d'Azur n'est plus qu'un mur de béton, un grand clapier pour demi-fortunés. La Corse n'en est pas là, car les Corses veillent. Enfin, certains Corses. Alors on construit, on bétonne en y regardant à deux fois. Une explosion est si vite arrivée. S'il faut apprendre à manier le plastic pour protéger le littoral, je me surprends à regretter que les continentaux ne suivent cet exemple. Aujourd'hui, sur la presque totalité des côtes françaises, le mal est fait. D'autant qu'en Corse on plastique peut-être, mais uniquement les bâtiments. On laisse aux « autres » le soin de se salir les mains en s'attaquant aux individus. Et ils ne s'en privent pas, les autres...

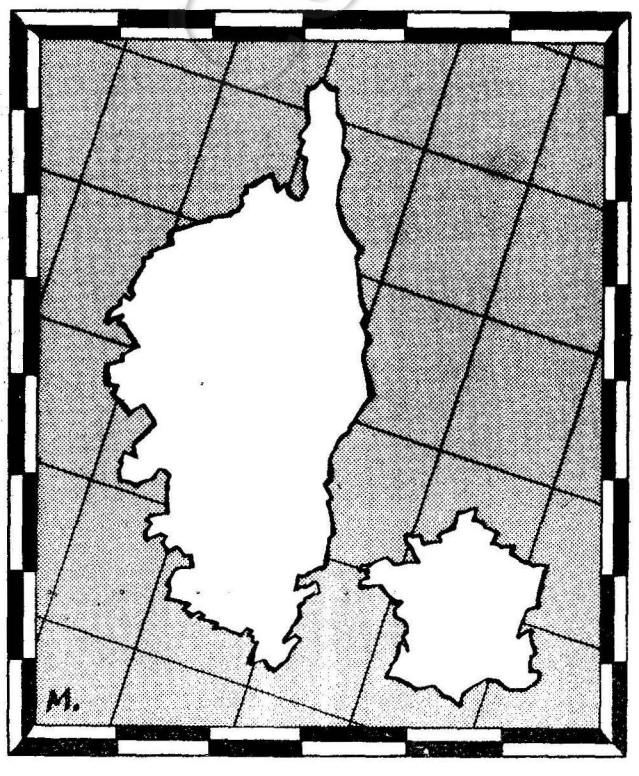
« Tu sais, ici, on est obligé de se battre pour que tout reste aux mains des Corses. Non seulement il faut que nous gardions la maîtrise des réalisations, mais ensuite également celle de la gestion. Ici, dans ce village de bungalows, il n'y a que des Corses qui travaillent. Tout le personnel administratif est Corse », me confie un de mes amis en me faisant visiter un de ces petits villages-champignons qui s'élèvent dans les environs d'Ajaccio.

Ces Corses-là ont d'autant plus de mérite que, pour tous les habitants de l'île de Beauté, ce n'est pas le littoral qui compte, mais le village. Ils sont tous originaires d'un village, et celui-ci leur colle à la peau. Des maisons de granit gris accrochées à flanc de montagne. Des agglomérations que l'on atteint après mille et un virages, reliées à la côte par ces fameuses petites routes défoncées qui s'agrippent au flanc des montagnes. A chaque détour de virage, on peut tomber sur un troupeau de cochons, de vaches , de chèvres ou d'ânes qui se balladent tranquillement.

Des animaux domestiques libres, le long des nationales, il n'y a plus qu'en Corse qu'on peut voir ça. Mais dieu, que cela fait plaisir ! Qu'il est agréable de contempler des animaux domestiques qui se contrefoutent tellement de vous qu'ils ne vous jettent même pas un regard. La route est aussi à eux.

Qu'il est réconfortant aussi de pouvoir encore entrer dans un de ces petits restaurants de village sans être sûr d'être « automatiquement » le bienvenu. Cela m'est arrivé plusieurs fois, notamment à Bastellica. Lorsque j'ai demandé si je pouvais déjeuner, on m'a poliment mais fermement répondu non : *« C'est complet ! — Mais je peux attendre... — Oui, mais cela sera très long. »*

Il y a encore des endroits où l'on partage de la nourriture, où le client n'est pas seulement synonyme d'addition. Dans ces endroits-là, on ne s'impose pas, on est accueilli. Pour être accepté, il a falllu que je me fasse reconnaître, que je décline l'identité de mes « parrains ». C'est seulement après ces formalités qu'on m'a accepté et qu'on m'a servi un vrai repas corse, arrosé du vin du pays. De ces endroits-là on a du mal à partir. Il y fait bon manger, boire et parler.



Le tour de Corse auto...

« Tu étais à Albitreccia ? » Tu parles, si j'étais à Albitreccia ! J'y étais dans cette méchante épingle, sur un dévers avec son petit muret en granit pour ceux qui louperaient le virage.

Tout se vend

Pour gagner, et dans certains cas simplement pour terminer un rallye, il faut un bon pilote, une auto à toute épreuve, une assistance omniprésente et des notes de reconnaissance précises et détaillées, où chaque difficulté de la route, où chaque virage sont signalés.

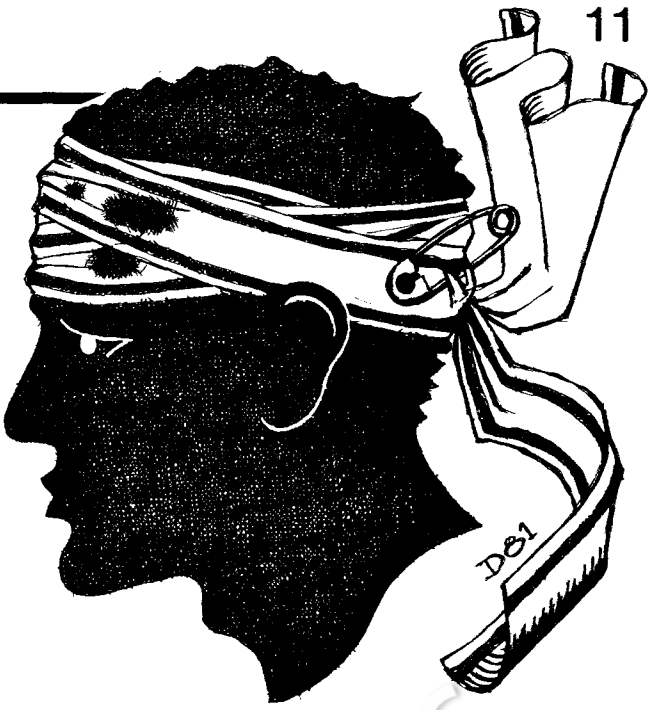
En course, le navigateur indique à son pilote les obstacles, et les vitesses auxquelles ce dernier peut entrer dans les virages. Ces notes, chaque équipe se les constitue en sillonnant, en repértant le parcours plusieurs fois avec un mulet. Cela coûte cher et demande beaucoup de temps.

Pour les pilotes d'usine, pas de problème, tous les moyens sont à leur disposition. Quant aux amateurs qui n'ont ni l'un ni l'autre, en Corse, on leur proposait des notes de reconnaissance pour 3 000 ou 3 500 francs. Toujours le fric...

EN CORSE

par Gabriel VIALY

aspect vues d'une île en colère.



nécessaire pour le pays, elle était vitale pour la Corse. Là-bas, aucun progressiste ne pouvait envisager un autre septennat de Giscard. C'était Mitterrand ou... le fusil.

Quand aucun dialogue n'est possible, il ne reste plus qu'à fermer le poing. La droite ne voulait surtout pas de dialogue. Les autonomistes comme les nationalistes corses étaient déterminés. D'ailleurs, on ne leur laissait pas le choix. Alors ! Situation assez difficilement compréhensible sur le « continent », mais qui est une évidence en Corse. Une évidence politique, mais surtout une évidence sociologique.

Avant d'être Français, tous les Corses sont déjà Corses. Et puis, que voulez-vous faire, quand, dans un pays, il reste encore des gens qui ne portent pas spontanément la main à leur chapeau pour saluer bien poliment l'argent et les puissants qui passent ? Des gens comme cela, j'en ai rencontré durant mon tour de Corse.

...et le tour de Corse politique

« Si François Mitterrand n'est pas élu, il faudra craindre le pire. Ici, la situation est explosive. Il faut absolument un changement radical de politique. Interroge tout le monde, autonomistes comme nationalistes, ils font tous la même analyse. » Charles Santoni, l'avocat socialiste bien connu, est inquiet. Il est plus d'une heure du matin, lundi 27 avril. Cela fait deux heures que nous arpentons les rues de Bastia, « salués » de temps à autre par une voiture des renseignements généraux.

Ici, personne ne fait plus attention à ce genre de détails ! *« Va voir Edmond Simeoni, Dominique Alphonsi et les autres, tu verras, ils te diront la même chose que moi. »* Je suis allé les voir. Ils m'ont tous parlé de l'impasse dans laquelle se trouve l'île, de Giscard et de ses barbouzes, de Giscard et de ses truquages, de Giscard et de ses coups tordus, de Giscard et de ses alliés corses déguisés sous des étiquettes politiques qui ne peuvent jeter de la poudre aux yeux qu'aux continentaux. C'est pourquoi tous ont appelé à voter François Mitterrand.

Seul François Mitterrand et un changement total de politique en France pouvait épargner à la Corse le brutal retour à la violence que la réélection de Giscard n'aurait pas manqué de déclencher. Donc, en plus des forces traditionnelles de gauche, l'Union du peuple corse (UPC) d'Edmond Simeoni, le Front populaire corse de Dominique Alphonsi et, pour terminer, le clandestin Front national de libération de la Corse (FNLC) et A Riscossa, un mouvement d'aide aux prisonniers (ils sont plus d'une centaine actuellement) proche du FNLC, tous ont appelé à voter en faveur du candidat de la gauche. Même le FNLC, pourtant officiellement abstentionniste, a « conseillé » à ses partisans de prendre le chemin des urnes. Vote significatif, car aucun de ces mouvements ne l'a fait par conviction profonde.



Ils ont fait voter Mitterrand tout simplement parce que ce dernier — et il est le seul — a clairement défini sa position et qu'il s'est engagé sur trois points qui tiennent particulièrement au cœur des Corses : la libération des prisonniers politiques, la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et l'étude pour l'île d'un statut particulier. Vote tactique, sans aucun doute, mais vote guidé par une appréciation réaliste de la situation particulière de la Corse. Et, surtout, vote significatif de l'espoir dont François Mitterrand est porteur. Les Corses pouvaient-ils faire autrement ? Evidemment non.

Sur ce point, la position d'Edmond Simeoni est parfaitement claire : *« Avec François Mitterrand, nous sommes sûrs de pouvoir entamer un débat démocratique, alors qu'avec Giscard, opposé à toutes réformes, nous aurions été de nouveau en guerre contre la force brutale de l'Etat, symbolisée par la Cour de sûreté, les barbouzes et autres polices parallèles dont l'île regorge, sans oublier le terrorisme touristique des multinationales du loisir et des vacances. Giscard réélu, nous aurions été obligés de faire disparaître l'UPC en tant que mouvement légal. On ne peut se permettre de passer deux fois devant la Cour de sûreté ».*

Dominique Alphonsi ne raisonne pas autrement : *« Aujourd'hui, c'est le peuple et l'identité corses qui doivent être sauvés. Cela se fera avec la France ou alors... Nous sommes prêts à nous battre pour notre autonomie. »*

Ces opinions, ces déclarations, l'amiral Antoine Sanguinetti les partage totalement : *« Maintenant, il faut passer aux actes et appliquer intégralement les propositions du manifeste socialiste. La régionalisation et le statut particulier de l'île doivent être votés. Si cela n'était, les Corses et les socialistes corses seraient profondément déçus. Et, alors, il n'est peut-être pas exclu que nous, socialistes corses, soyons obligés de faire cause commune avec les mouvements nationalistes et autonomistes de l'île. »*

Pour Antoine Sanguinetti, le plus dur reste à faire. Déjà les manœuvres de détournement politique ont commencé. Déjà certains, comme François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de Haute-Corse, radical de gauche et surtout hommelige de la droite réactionnaire, prennent leurs distances par rapport au statut particulier. François Giacobbi préconise : *« Une loi cadre régionale plutôt qu'un statut particulier. »* En Corse, l'étiquette ne voulant absolument rien dire, ceci explique cela.

Lorsqu'une famille en est à son seizième mandat de député ou de sénateur — c'est le cas des Giacobbi —, on peut logiquement penser qu'elle n'a guère intérêt à prôner le changement. D'ailleurs, il suffit d'analyser, comme le fait *Arritti*, un hebdomadaire corse, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle pour ne plus se perdre dans un océan de perplexité : *« ... Beaucoup de voix giacobbistes se sont « perdues » sur le nom du président sortant, manquant ainsi à leurs destinataires naturels (puisque ce sont des voix MRG), Michel Crépeau et François Mitterrand. Les résultats de certaines communes giacobbistes sont curieux... »*

Par exemple, dans la circonscription de Corte-Calvi, où MM. Giacobbi et Carlotti (MRG et PS) avaient réunis 15 000 voix en 1978 ; François Mitterrand et Michel Crépeau, cette année, n'en obtiennent ensemble que 10 000. *« Qui a oublié de voter François Mitterrand ? Les électeurs de droite ont réussi le tour de force, avec 5 000 votants de moins qu'au scrutin précédent, de fournir à leur candidat le même nombre de voix. »*

Alors, faut-il en conclure que se sont des électeurs giacobbistes qui se sont trompés de bulletin ? Curieux, non ? Surtout pour des MRG ! C'est pourquoi, en Corse, le combat sera long et difficile. La droite et ses « sous-marins » sont encore très bien cramponnés au gouvernail.

Ni Napoléon ni Tino...

Le grand homme des Corses, leur grande figure de légende, c'est Pascal Paoli.

« Pascal Paoli, affirme un biographe, *est un personnage capital de l'histoire corse, peut-être sa plus haute figure. En lui s'est incarné, pur de tout alliage, et contenu dans la lumière de la raison, l'attachement passionné du peuple de l'île à sa liberté naturelle. C'est lui qui s'employa, avec la constance la plus ferme, à faire de ce peuple une nation, et de cette terre un Etat. Et si la force des armes détruisit finalement son ouvrage, l'élan qu'il avait su imprimer à l'union des volontés survécut à l'échec de sa construction politique. »*

Né en 1725 à Morosaglia et mort, en exil, à Londres, quatre-vingt-deux ans plus tard, en 1807, Pascal Paoli lutta toute sa vie pour la liberté de la Corse. D'abord contre les Génois, puis contre les Français. Durant de nombreuses années, il contint les Génois sur le littoral. Il organisa à l'intérieur un gouvernement démocratique, développa l'économie et créa une université à Corte.

Personnage adulé par les uns, calomnié par les autres, Pascal Paoli attend toujours que l'histoire lui rende justice.

• Vie de Pascal Paoli, *par René Emmanuelli, aux editions Accademia d'i Vagabondi. A Muratella Lumio, 20260 Calvi.*





ROLAND GARROS 81

LE POINT DU JOUR

Avec Philippe BALLAND

Retrouvailles au sommet



Pecci a sorti Noah, mais a peu de chances de franchir l'obstacle Borg. (Photo AP)

CE sera demi-finale Borg-Pecci. Une rencontre avec un goût de déjà vu. En effet, il y a deux ans, jour pour jour, les deux hommes se recontraient en finale de ces mêmes internationaux de France. Un match qui avait soulevé le plus grand enthousiasme tennistique de ces dix dernières années. Il y a deux mois à peine, Pecci éliminait Borg dès le premier tour du tournoi de Monte-Carlo. Une défaite qui avait fait couler beaucoup d'encre. Vendredi, leur affrontement ne laissera pas non plus indifférent.

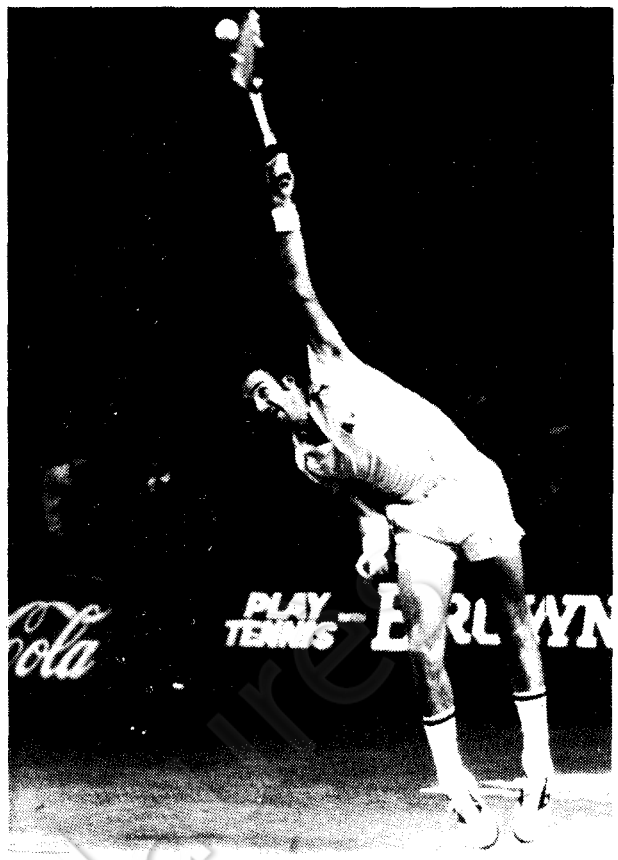
Si le Paratuayen continue à jouer en mesure d'inquiéter Borg. Mais, que veut dire inquiéter le Suédois ? Lui prendre un set, guère plus. Certainement pas le battre. Le champion du Monde est actuellement intouchable. Toutefois, Pecci pourra compter sur un atout supplémentaire : un public tout acquis à sa cause. Le charme de l'homme au diamant agit toujours autant.

Revenons sur les deux quarts de finale de Mardi. Bjorn Borg n'a laissé aucune chance au Hongrois Taroczy. Jouant sans forcer, le Suédois remportait le match en trois petits septs. Pourtant, le tombeur de Tulsane a tout essayé, soutenir le jeu de fond de court, monter à la volée, amener Borg au filet. Rien à faire. Jamais le Hongrois n'avait aussi bien joué. Pourtant ce joueur souvent ténébreux en souriait même sur le court. Des sourires de découragement mais aussi d'admiration. Après son match, Taroczy laissait tomber : « *Actuellement, personne ne pourra le battre.* »

Yannick Noah, pour sa part, aurait bien voulu essayer. Hélas, Pecci le priva de ce plaisir. Cette rencontre, le Français aurait très bien pu la remporter. Une bataille entre deux garçons puissants qui pratiquent le même jeu de service-volée. Dans ce genre d'affrontement physique, la partie pouvait basculer pour un rien.

Noah avait pourtant entamé son match de la même manière que face à Vilas. Irrésistible. Il menait rapidement 4-0 dans le premier set, et l'emportait 6-3 en une demi-heure. La seconde manche était interrompue par la pluie sur le score de 4-2, en faveur du Paraguayen. A la reprise, Pecci était transformé. Son service était devenu extrêment lourd, et on ne comptait plus les points gagnants sur sa mise en jeu. Il servait comme à ses plus beaux jours de 1979. De son côté, Noah renvoyait mal.

Pecci n'a pas faibli, et il remportait les trois sets sur le même score de 6-4. Pour Noah, le rêve était passé. Il quittait, toutefois, le central sous un tonnerre d'applaudissements. Si le public avait perdu « son » Français, il avait retrouvé le Pecci qu'il aimait tant. La déception était ainsi atténuée.



LA BALLE ... AU BON

En éliminant le Hongrois, Bjorn Borg a remporté sa vingt-sixième victoire consécutive sur la terre battue de Roland-Garros. Il a été battu pour la dernière fois, en 1976, par Panatta.

La phrase de la journée a été prononcée par le juge arbitre du match Borg-Taroczy. A la suite d'un service du Hongrois, il a tout simplement annoncé : « *La balle est sur la ligne, elle est donc faute...* »

Dans la même lignée, Borg n'a pas perdu un set depuis sa finale en 1979. Ce jour-là, il avait concédé une manche à... Victor Pecci.

Une double récompense pour Ilie Nastase. Les journalistes lui ont décerné le prix Orange pour sa bonne humeur et sa gentillesse en dehors des courts, mais aussi le prix Citron pour son comportement « sur » le court. La razzia pour le Roumain.

Phénomène d'impuissance. Taroczy reconnaît avoir livré son meilleur match face à Borg. Il a réussi tout ce qu'il savait faire. Résultat : 6-3, 6-3, 6-2.

Enfin une lacune chez Borg. Il s'est en effet trompé dans son pronostic à l'occasion de la rencontre Noah-Pecci. Il avait prévu une victoire du Français.

Un voisin débile

MURMURES, brouhaha, sifflements, la fièvre monte. PUis, le public finit par conspuer les arbitres et les joueurs. La balle est jugée faute, les dix-sept mille spectateurs l'ont vu bonne. « Quels public de petits cons... » entend-on alors dans la tribune de presse, et dans la tribune d'honneur. Il est vrai que ce sont les paroles de journalistes ultra-spécialisés et d'amateurs de tennis de la première heure...

Certes, les spectateurs ont certainement moins bien vu la balle et ils se sont laissé porter par leur enthousiasme. Mais, il est inadmissible de les traiter de la sorte. Ils sont passionnés, et ils aiment réellement le tennis. Lorsque la pluie gachait la fête promise, ils n'ont pas bronché. Ils restaient des heures sur les gradins détrempés dans l'espoir de voir un petit set. Et maintenant, on veut les baîllonner.

Pis encore. Mon voisin a même laissé tomber cette phrase inquiétante : « *On devrait leur interdire de venir* ». Le tennis à huis clos. Voilà, la solution. Continuez, vous êtes sur la voie de la démocratisation...

PH.B.

Les Verts près de la Coupe

Champion de France après sa victoire sur Bordeaux (2-1), Saint-Etienne veut réaliser un nouveau doublé

De notre envoyé spécial à Saint-Etienne

«*NOUS méritions ce titre. Il n'y a pas de secret. L'équipe qui termine en tête est la meilleure. Cette saison, nous avons encaissé vingt-six buts sur trente-huit rencontres. Et nous n'avons perdu que quatre fois.* » Ainsi s'exprimait Michel Platini dans les vestiaires.

Après cinq années de purgatoire, l'ASSE a enfin conquis un titre de champion de France, qui semblait lui échapper. Ce long et haletant « mano a mano » avec Nantes s'est terminé mardi soir à Geoffroy-Guichard. Pendant que les joueurs de Vincent ne pouvaient venir à bout d'un petit Nîmes, Lopez et ses partenaires ont su vaincre les girondins de Bordeaux. Ces Bordelais, qui forts de leur troisième place et de leur qualification en UEFA, n'étaient pas venus en victimes expiatoires. Mais au contraire avec la ferme intention de jouer le jeu.

Après que Battiston ait ouvert le bal d'un tir lointain dès la deuxième minute, on comprit bien vite que Bordeaux adoptait une attitude des plus prudentes. Ne laissant que Bernard Lacombe en pointe, les joueurs de Jacquet étaient décidés à jouer le contre. Mais les Foreziens savaient que le titre était au bout du soulier et ces quatre-vingt-dix minutes. Aussi ils prenaient la direction des opérations sous la conduite d'un Michel Platini des grands soirs.

A la treizième minute, celui-ci offrait une balle en or à Roussey qui tirait... à côté. La pression stéphanoise était si forte qu'elle se concrétisait bientôt.

Un pied au paradis

A la vingt-quatrième minute, Rohr accrochait Bellus. Sur le coup franc qui suivait, la défense bordelaise repoussait le ballon dans les pieds de Zanon, qui tirait instantanément. Platini se trouvait sur la trajectoire de la balle. Il l'arrêtait, pivotait, ouvrait la marque. Saint-Etienne avait un pied au paradis ; il allait avoir deux pieds quatre minutes avant la pause.

Sur un corner tiré par Zanon, Laurent Roussey effectuait une reprise acrobatique et centrait. Platini s'élevait plus haut que tout le monde et offrait à la ASSE un but en or. Saint-Etienne était champion car on ne remonte pas un tel écart à Geoffroy-Guichard, *a fortiori* quand le titre est en jeu.

La seconde période n'allait rien changer. Fernandez plaçait un bolide que Castaneda mettait en corner (cinquante-quatrième minute). Mais Saint-Etienne conservait le contrôle du jeu et laissait venir un adversaire de moins en moins motivé. Les attaquants verts continuaient d'inquiéter Delachet, cependant que le public apprenant l'égalisation de Nîmes à Nantes, s'écriait : « *Cuits, cuits, cuits, les canaris sont cuits.* »

A la quatre-vingtième minute, Lacombe, le meilleur Girondin de la rencontre réduisait la marque sur une passe de Fernandez. Mais cette réaction était trop tardive, et l'arbitre, M. di Bernardo, mettait fin à l'attente des supporters qui s'empressaient d'envahir le terrain.



Saint-Etienne remporte donc son dixième titre. Avec les étoiles Platini et Rep, les anciens Lopez, Santini et Janvion, les jeunes Roussey, Paganelli, Zanon, Castaneda et Bellus, l'ASSE renouait avec le succès. Elle peut même espérer remporter la coupe et recevra Strasbourg vendredi soir en demi finale.

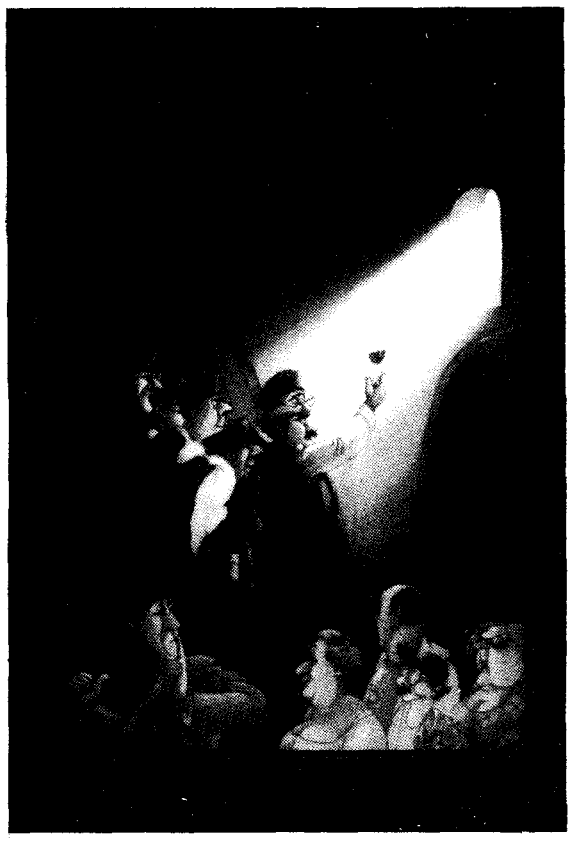
Jolie satisfaction pour Robert Herbin, dont le calme tranchait avec la joie du stade, et qui nous disait : « *C'est le titre qui m'apporte le plus de satisfaction car c'est le plus dur à acquérir, du fait de la concurrence de Nantes. Mais aussi à cause de l'atmosphère lourde et pesante et de paroles peu plaisantes à entendre depuis quelques temps.* »

Faisait-il allusion aux déclarations du président Rocher, à l'issue du match nul concédé ici même face à Nîmes il y a quinze jours. Preuve que tout ne va pas pour le mieux chez les champions de France.

Félix CHIOCCA

EN COULISSES

Vins sur vins



« QUAND *le vin est tiré, il faut le voir!* » C'est par cette boutade, à laquelle il paraît difficile de reprocher d'être alambiquée, qu'une vingtaine des meilleurs dessinateurs français viennent de présenter le tirage de l'album qu'ils ont consacré à la gloire du nectar de Bacchus. Peu soucieux de partager leurs élégiaques libations avec de vulgaires éditeurs, il se sont publiés en coopérative sous l'appellation contrôlée des Humoristes associés (ha! ha!) Sous une couverture cartonnée (naturellement couleur lie-de-vin) ils ont déversé une centaine d'œuvres de leur cru, toutes gouleyantes, fortes en degré et hautes en couleur, du blanc le plus sec au gros rouge qui tache en passant par le rosé le plus tendre, le gris le plus éméché, le noir le plus grinçant ou beurré et toutes les nuances de l'arc-en-ciel qui nimbe en certaines circonstances les réverbères compatissants. Tout cela pétillant d'esprit parce que ne provenant pas toujours du même tonneau vous en donne pour votre saoul. Un seul reproche, peut-être : le manque de sobriété.

• *B. Diffusion, 100 francs environ.*

Yves Jamiaque à la tête de la Société des auteurs

L'assemblée générale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques a élu sa nouvelle commission pleinière, dont la présidence sera assurée par l'écrivain Yves Jamiaque.

Le bureau est également composé d'un premier vice-président, chargé de la commission administrative, Youri, les autres vice-présidents étant André Roussin et Alain Decaux, de l'Académie française ; Henri Sauguet, de l'Institut ; Jean-Paul Le Chanois et Henri Kubnick. Le trésorier est Madeleine Ricaud.

Un Velazquez inconnu

Un tableau qui pourrait être l'œuvre du maître espagnol Velazquez a été découvert par hasard dans l'église d'un village du pays de Galles, dont le nom est gardé secret par mesure de sécurité.

C'est un artiste gallois, Thomas Dempster-Jones, qui a fait cette découverte en restaurant les peintures ornant l'église. S'il est confirmé que ce tableau est bien de Velazquez, sa valeur serait d'environ 22 millions de francs, selon les experts.

CHEZ VOUS

Bordeaux. Musique : *Festival Schumann,* proposé par l'Orchestre de Bordeaux Aquitaine, sous la direction de Roberto Benzi. Palais des Sports. Les 4, 11, 18 et 25 juin.

Lille. Musique : l'Orchestre philharmonique de Lille présente le *Requiem allemand* de Brahms, avec Edda Moser (soprano), Walton Gronroos (baryton) et les Cantores de Bruges. Eglise Saint-Maurice. Les 4 et 5 juin.

Thionville. Théâtre : *Pierrot ou les secrets de la nuit,* spectacle pour enfants écrit par Michel Tournier. Adaptation et mise en scène de Yves Hugues. Les 4 et 5 juin.

Le charme indiscret de la coopération

FAUT-IL parler de coopération ou de néo colonialisme ? La sinistre comédie que Joël Luguern décrit dans son livre *les Parasols de Danang,* récemment paru aux éditions Maspéro, est évidemment datée, puisque le récit se situe en pleine guerre du Vietnam. Mais il rappelle que le jeu des « petits Blancs » se poursuit aujourd'hui ailleurs : en Uruguay, au Liban, en Côte-d'Ivoire, au Brésil, en Indochine... Les coopérants, selon lui, sont des naïfs ou des cyniques qui contribuent à maintenir la bourgeoisie autochtone en place. A un moment où les relations entre la France et le tiers monde reviennent au premier plan de l'actualité, nous lui avons demandé d'expliquer ce point de vue.

— *Doit-on considérer votre livre comme un document ?*

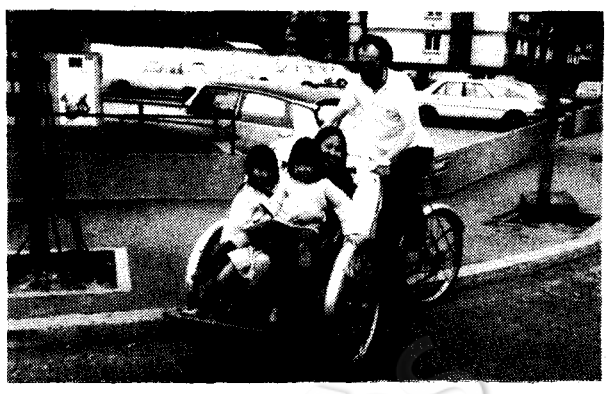


— Absolument, même si j'ai rassemblé en une seule année scolaire l'année 1969, où j'ai servi comme professeur à Danang au titre de la coopération militaire, et la période 1971-1973, où je suis retourné au Vietnam du Sud en qualité de journaliste. Tous les personnages que j'évoque ont bel et bien existé, même si moi-même je n'apparais pas. J'ai fait partie du wagon des « mis à la porte au bout d'un an » auquel je fais allusion. Si nous n'avons pas eu à refaire notre service militaire en France, c'est parce qu'il n'y avait rien de précis à nous reprocher. Nous refusions de parader en changeant de costume tous les jours, nous roulions à vélo, c'est tout.

— *Comment pouviez-vous croire que la coopération, dans de telles conditions, pouvait être autre chose qu'une collaboration avec le régime ?*

— Je m'intéressais à la guerre depuis 1965, parce que ma mère et ma grand-mère étaient nées là-bas. Je cherchais un moyen d'aider le pays. Rejoindre le maquis m'a semblé impossible, les conditions de vie y étaient trop dures. Mais j'ai épousé une Vietnamienne dont le père, militant vietcong, était responsable de la région de Danang. Nus avons été quelques-uns, profs ou médecins, à faire passer par son intermédiaire de l'argent et des médicaments aux résistants.

En 1971, lors de la grande offensive au Laos, une enseignante qui était la maîtresse du vice-consul américain servit d'interprète dans une île perdue dans la jungle laotienne, où l'on traquait les vietcongs. Elle raconta tout à ma femme, et les Américains furent bien étonnés de la défense parfaitemnet organisée qu'ils ont rencontrée lors de leur tentative pour couper la piste Hô Chi Minh.



— *Et les autres coopérants, ceux qui passaient leurs journées à boire ou à draguer ?*

— Parce qu'ils accédaient à un niveau de vie jamais connu, qu'ils le veuillent ou non, ils finissaient par être pris dans le système. Désorientés au début par le niveau lamentable des élèves, ils ne préparaient même plus leurs cours. émerveillés par le faste des réceptions, diminués par le farniente, ils perdaient complètement le sens des réalités. La réalité était pourtant évidente : les Américains étaient là avec leurs bombes, et ils les aidaient, avec l'arme plus insidieuse d'une culture réservée aux nantis.

Ne fréquentaient le lycée Montesquieu et le centre primaire Nguyên Hoang que les enfants des membres du corps diplomatique, des cadres de l'armée et des riches commerçants. Bref, nous formions la future élite des entreprises françaises du pays. Protester, c'était risquer de se faire rapatrier d'office, et la plupart souhaitait davantage faire renouveler son contrat. C'était le cas du prof de philo, qui avait « fait » Mai 68 : évidemment, il se moquait avec les autres des trois « flics » (le proviseur, le surveillant général et le conseiller pédagogique), chargés de dénoncer les éventuels communistes, et marchant essentiellement au pot-de-vin.

Les crédits pour le matériel scolaire servait à des fins inavouables (le proviseur fumait de l'opium, le conseiller s'offrait des petits amis et collectionnait les antiquités), mais à qui s'en plaindre ? la corruption, là-bas, dépassait l'imagination : la Croix-Rouge vietnamienne détournait des camions entiers pour les revendre ; le pays ne produisait plus rien et les paysans, chassés par les bombes, n'avaient plus qu'à proposer au « marché aux voleurs » les denrées dérobées aux Américains et aux étrangers.

— *Jilot, votre conseiller pédagogique, est retrouvé un jour lardé de coups de couteau. Le proviseur et le surveillant général voient leur garde-robe mise à sac. A qui imputez-vous ces actes ?*

— Dans le cas de Jilot, il s'agissait probablement d'une affaire de mœurs. Pour les deux autres, seulement de vengeance de lycéens qui se révoltaient. A la fin de l'année, les murs du lycée étaient couverts d'inscriptions. C'est en partie pour cela que nous avons été remerciés.

— *Les personnages de votre livre, que sont-ils devenus ?*

— Les élèves sont tous aujourd'hui de gros bourgeois, confortablement installés aux Etats-Unis. Le proviseur officie encore dans un lycée français. Le conseiller pédagogique est assistant dans le nord de la Thaïlande, moitié enseignant, moitié trafiquant de bouddhas en or qu'il va dénicher dans les pagodes de Birmanie. Quant au surveillant général, ex-adjudant, il a été promu secrétaire à l'ambasade de Mongolie extérieure...

Nadine SAUTEL

Passé et présent des lendemains qui chantent



LES rimes sont toujours pauvres, les vers souvent boiteux, les paroles parfois indigentes, même lorsqu'elles sont écrites par Jacques Prévert ou traduites par Louis Aragon; les couplets sont rarement harmonieux et les refrains encore moins entraînants, même lorsque leurs mélodies sont composées par Arthur Honegger ou arrangées par Dimitri Chostakovitch ; les interprétations sont aussi hâtives qu'approximatives, qu'elles soient entonnées par Rosalie Dubois (notre photo) ou par Boris Napes; les enregistrements sont médiocres, les pressages défectueux, les pochettes bâclées...

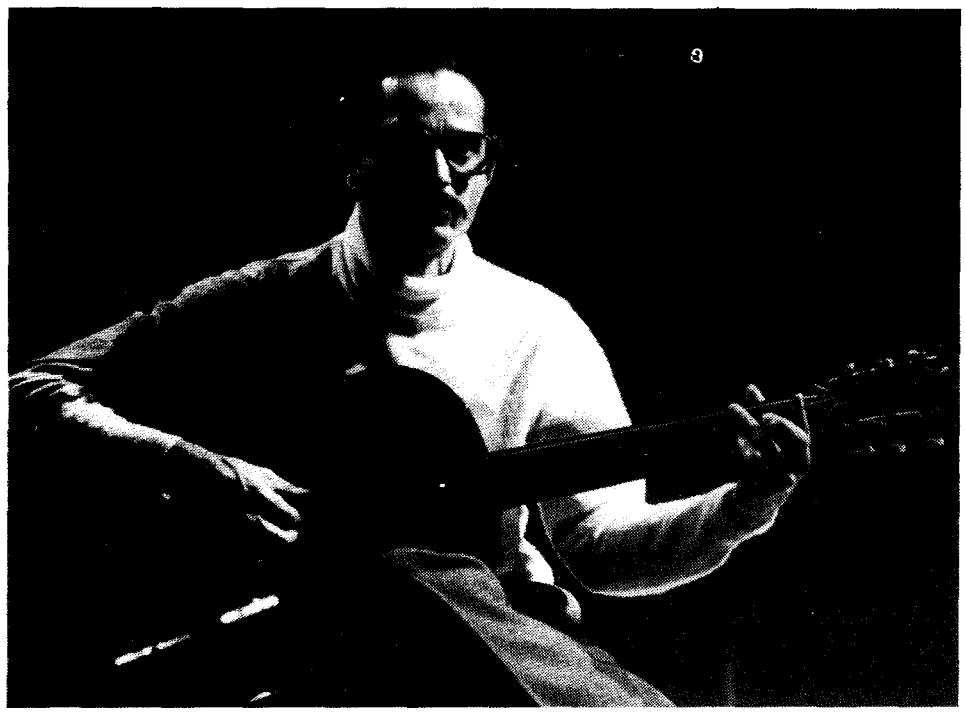
Tels quels, les treize morceaux de bravoure pieusement recueillis par Robert Brécy et publiés avec un manifeste manque de moyens par André Guéganou pour le cinquième volume de la série des *Chants révolutionnaires de notre histoire* n'en forment pas moins l'un des disques les plus émouvants qui puissent s'écouter dans le contexte actuel. De la période 1920 à 1938, la célèbre *Butte rouge,* la fameuse *Giroflé-girofla* ou l'oubliée *Si vous rêvez* ressuscitent l'indignation et l'espoir des « voix chères qui se sont tues »; elles racontent pour les dénoncer les calvaires des prisons, du colonialisme, du militarisme et du chômage d'un accent à la fois désuet et terriblement moderne qui inscrit les conquêtes du présent dans l'héritage de tant de vains combats du passé.

Peut-être Pia Colombo, Patachou, Colette Renard, Francesca Soleville, Louis Amade, Yves Montand, Mouloudji, Serge Reggiani et les autres pourraient-ils en prendre de la graine et cultiver les grandes traditions populaires jusqu'à faire éclore des chansons d'aujourd'hui qui sachent paraphraser ces inoubliables mots de Paul Vaillant-Couturier qui osait prophétiser sans ricaner : « *Nous bâtirons un lendemain qui chante...* »

N. F.

• Un disque ABR JADE 7818 distribué par DOM.

Sambas glacées



LE Palais des Glaces vit à l'heure brésilienne jusqu'au 27 juin. Baden-Powell s'est en effet installé pour cinq semaines près du canal Saint-Martin. Et, sans être devin, il est certain qu'il connaîtra le même succès que celui rencontré en décembre dernier

Tout de blanc vêtu, fragile et délicat, Baden entre en scène. Durant une demi-heure, seul avec sa guitare, il offre au public un récital extraordinaire où ses dons de guitariste émerveillent les spectateurs. Puis arrivent ses deux percussionnistes. Contrairement à ce qui s'était passé lors de ses derniers récitals, Baden-Powell a décidé de se faire accompagner. Le spectacle y gagne et le public ne s'y trompe pas. Sam Kelly aux tumbas et aux bongos, et Vilson Vasconcelos aux percussions brésiliennes, rehaussent la qualité du guitariste. Pendant la première partie, Baden-Powell propose, entre autres, quelques morceaux de son dernier album *Simplesmente*. Avec *Odeon, Queixa,* il nous montre que ses mélodies sont toujours imprégnées de musique latino-américaine et de jazz, selon la formule dont il s'est fait l'apôtre depuis maintenant vingt ans. Faut-il rappeler sa filiation avec Stan Getz aux Etats-Unis, Pierre Barouh et Claude Nougaro en France ?

La seconde partie du récital permet à Baden-Powell de présenter ses éternels succès dont certains ont fait le tour du monde, tels *Tristeza* et *Berimbau,* chansons qui font de Baden-Powell l'ambassadeur de la musique brésilienne aux côtés de Vinicius de Moraes : ce grand Vinicius auquel Baden rend hommage le temps d'une chanson. Moment d'émotion, car la disparition de Moraes l'a profondément marqué.

A la fin du récital, il souhaite *Saravah* aux peuples français et brésilien et à la liberté. La salle applaudit à tout rompre.

François BOISSEUILH

Promenade à travers les grands dessins

UNE étude de Poussin pour 34 francs, un croquis de Watteau pour 31 francs, une esquisse du Lorrain pour 50 francs : telles étaient les sommes modiques qu'il fallait donner pour acquérir le dessin d'un maître, entre 1860 et la fin du siècle dernier. C'est ce que fit l'architecte de la gare Saint-Lazare et de la gare de Lille, Alfred Armand, grand amateur de dessins.

Jusqu'au 12 juillet, l'école des Beaux- Arts de Paris présente, rue Bonaparte, les plus beaux dessins de la donation Armand-Valton, nourrie de chefs-d'œuvre graphiques choisis entre les douze mille dessins de maîtres et les vingt-cinq mille dessins d'architecture qu'elle conserve. Le résultat ? Une merveilleuse promenade de Michel-Ange à Géricault, en passant par le Titien, Tiepolo, Dürer et Léonard.



***Le Sommeil,* par l'atelier de François Boucher.** (Photo ENSBA)



***Saint Georges et le dragon* de Salvator Rosa.** (Photo ENSBA)

Comment s'est constitué ce fond unique, qui se classe juste après le cabinet de dessins du Louvre ? Les premières strates ont été déposées par les académies royales ; les prix de Rome et les envois de pensionnaires de l'Académie de France à Rome ont grossi le fond d'architecture ; enfin, de prestigieuses donations, à l'instar de celle d'Armand Valton, ont élargi les collections en ajoutant les éléments indispensables des amateurs d'art.

Les grands collectionneurs du XIXe siècle s'attachaient à rassembler des dessins anciens en privilégiant ceux de l'école française. Le principal souci de ce cercle de connaisseurs était de préserver de l'oubli des artistes des siècles précédents ou de faire découvrir un aspect peu connu d'un grand peintre. Ainsi, Tiepolo nous offre une grande diversité de sujets : *Faune et faunesse, Sainte-Famille,* et *Polichinelles faisant la cuisine ;* cinq études d'Ingres reflètent son itinéraire et le bel ensemble Géricault retrace le parcours tourmenté de l'artiste.

Si Armand Valton a toujours su choisir la page représentative d'une œuvre comme l'*Etude d'homme nu* de Michel-Ange, *le Sacrifice d'Abraham* du Titien ou la *Diane endormie* de Boucher, il a su aussi saisir la face inattendue d'un maître. A côté des grands noms, le collectionneur a fait une large place à des petits maîtres presque oubliés qui font le bonheur des vrais amateurs mais aussi le nôtre.

Franck MAUBERT

• *Ecole des Beaux-Arts, rue Bonaparte, 75006 Paris.*

Sur les planches

• ***Molière, mort ou vif,*** *de Jean-François Prévand.* A partir d'un tribunal de l'histoire improvisé, Jean-François Prévand, comédien et metteur en scène, a choisi, pour sa première pièce, de nous raconter « son » Molière. Refusant le parti pris de la simple biographie, il s'attache à replacer le théâtre dans le contexte des grands courants de pensée, à la recherche de « la vérité », en ce XVIIe siècle où les comédiens sont assimilés aux prostituées.

Malgré une démarche originale et savante, le texte, émaillé de citations, prend des allures de collage. L'insertion intempestive d'extraits de comédies de Molière nuit à l'équilibre. Dommage. Pourquoi Jean-François Prévand ne s'est-il pas fié plus à sa seule plume ?

• *Théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Guillaumat, Paris, 20 h 30.*

• ***L'Orage,*** *d'Alexandre Ostrovski.* Dans la province russe du XIXe siècle, deux êtres purs s'éprennent l'un de l'autre, bravant les lois et la moralité. Amour impossible qui ne trouvera son issue que dans le suicide de Glacha, la frêle héroïne abandonnée.

Remarquablement mise en scène par Anne-Marie Lazzarini, cette pièce du dramaturge russe Ostrovski garde intact le charme des mélodrames réalistes et sociaux de la Russie du siècle dernier. Mais l'archéologisme n'est pas de mise ici. Seuls comptent la fraîcheur et la poésie. A voir aussi pour l'excellence de la distribution, et particulièrement de Claude Hébert (Boris) et de Monique Fabre (Catherine).

• *Théâtre Artistic Athévains, 45, rue Richard-Lenoir, Paris, 20 h 30. Tél. : 379.06.18. Jusqu'au 21 juin.*

D. M.

Le livre du mois

Préhistoire du féminisme

UN torrent, une petite fille de cinq ans, et la terre tremble. La voici seule survivante d'une espèce évoluée. Elle va mourir. Les rescapés d'un clan, à mi-chemin entre le singe et l'homme cherchent une nouvelle caverne. Leur guérisseuse, Iza, se penche sur la fillette. La tribu adopte Ayla, l'étrangère, la mutante.

Ainsi commence le dernier roman de préhistoire-fiction. A première vue, les stéréotypes lancés par Rosny ainé s'y bousculent. Mais le style devient léger comme du tulle ; le carton-pâte fait place à des décors naturels. Seule subsiste la distorsion entre le clan et Ayla.

Ayla grandit au point que les hommes du clan, petits et velus, doivent bientôt lever la tête pour la regarder. Elle rit, pleure, émet des sons articulés. La tribu reconnaît là les signes d'une différence insupportable. Aux marches du Clan, elle s'initie aux pouvoirs de la guérisseuse et du sorcier difforme et infirme Mog-Ur. Pour eux, elle tente de s'intégrer, mais sa difficulté d'adaptation n'est ressentie que comme une provocation supplémentaire.

Petite sorcière du passé antérieur, Ayla porte les mutations à venir. Ce best-seller a la force de son héroïne. Apparemment respectueuse du code, l'auteur le transgresse tranquillement, comme à son insu.

Marie TETU

• Ayla, l'enfant de la Terre, *par J.-M. Auel,* 350 pages. *Balland éditeur*

Le «Bœuf sur le toit», avenue Matignon

LE Bœuf sur le toit, ouvert au lendemain de la Première Guerre mondiale, rue Boissy-d'Anglas, fut pendant plus dix ans l'un des centres de la vie artistique parisienne. Artcurial (9, avenue Matignon) évoque jusqu'au début d'août, avec des tableaux, des souvenirs, des dessins et des photographies, les artistes, écrivains, acteurs, peintres et musiciens qui fréquentaient ce bar, très particulier, dont Maurice Sachs a laissé la chronique.

Le Bœuf sur le toit, ce fut tout d'abord le titre d'un ballet de Darius Milhaud sur un argument de Jean Cocteau lequel avec ses amis se retrouvait dans cet établissement que les photographies de Man Ray et les dessins de Raoul Dufy font revivre. La même bande animait les grandes soirées que le comte Etienne de Beaumont donnait dans son hôtel de la rue Masseran. L'été, écrivains, musiciens et décorateurs allaient sur le bassin d'Arcachon. Sans le savoir, cette élite écrivait une page d'histoire.

L'exposition évoque des peintres comme Serge Ferat, Survage, Lhôte, Marcoussis, Hayden, qui appartiennent à la deuxième génération cubiste. Elle puise aussi largement dans les albums de photos de Paul Morand, de Jean Hugo et d'Henri Sauguet. L'animateur de toutes ces fêtes fut Cocteau, mais l'évocation ne serait pas complète sans Wiener et Doucet, les pianistes dont la musique de jazz couvrait les éclats de voix des jeunes loups qui allaient symboliser « les années folles ».



Jacques Denis dans *le Professeur jouait du saxophone.* 20 h 30, mercredi sur FR 3. (Photo Interpress)

Mercredi 3 juin

20 h 10 — Campagne électorale pour les élections législatives : le Parti socialiste.

22 h 25 — La rage de lire. Les aventuriers.
Emission de Georges Suffert. Réalisation : Jean-Paul Roux.
Autour du thème de l'aventure, les échanges de vues de Pierre Schoendorffer, Maurice Herzog, Paul-Emile Victor et Edouard Behr.

23 h 25 — Internationaux de tennis à Roland-Garros.

19 h 35 — Journal.
A titre exceptionnel, l'invité du soir sera le premier ministre, **Pierre Mauroy,** qui commentera les premières mesures de solidarité annoncées par le gouvernement.

20 h 10 — Campagne électorale pour les élections législatives : le Parti socialiste.

20 h 55 — C'est du spectacle.
Emission proposée par Thierry Le Luron. Réalisation : André Flédérik. Avec Elton John, Charlebois et... François Mitterrand (p.c.c. Le Luron).

22 h 30 — Les jours de notre vie. La médecine légale.
Magazine médical proposé et réalisé par Pierre Desgraupes. Deuxième partie : « Des médecins et des juges ».

20 h 10 — Campagne électorale pour les élections législatives : le Parti socialiste.

20 h 55 — Le professeur jouait du saxophone.
Téléfilm de Bernard Dumont. Production : FR3-Lyon. Avec Bulle Ogier, Jacques Denis, Fred Personne.
Rencontre inattendue dans une cité-dortoir : une jeune femme, qui élève seule deux enfants, et un prof musicien.
Une belle histoire, mais aussi une réflexion sur la pédagogie.

Jeudi 4 juin

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 35 — Martine Verdier.
Feuilleton de Bernard Toublanc-Michel (deuxième épisode). Avec Isabelle Texier, Jacques Mauclair, Xavier Gélin.
Martine, interne des hôpitaux de Paris, découvre la grande médecine hospitalière au contact d'un « patron » célèbre...

22 h 25 — L'art et les hommes. Alicia Penalba.
Emission de Jean-Marie Drot.
Auteur des Journaux de voyage avec André Malraux à la recherche des arts du monde entier, *Jean-Marie Drot nous propose, avec cette nouvelle série, une galerie de portraits d'artistes contemporains. Par fidélité à Malraux, chaque émission se veut une approche du « musée imaginaire » de chacun de ces artistes. La série s'ouvre sur Alicia Penalba, femme sculpteur, née en Argentine en 1913. Ancienne élève de Zadkine, elle vit et travaille aujourd'hui à Paris.*

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 35 — Jeudi-Cinéma : Les 400 coups.
Film de François Truffaut (1959). Avec Jean-Pierre Léaud, Claire Maurier, Albert Remy.
Un classique du cinéma français... A l'époque, on attendait au tournant l'impitoyable critique des Cahiers du cinéma *qui se piquait de réalisation. Ce fut un coup de maître...*



Jean-Pierre Léaud et Patrick Aublay dans *les 400 Coups.* (Photo Interpress)

18 h 55 — Tribune libre. Parti républicain.

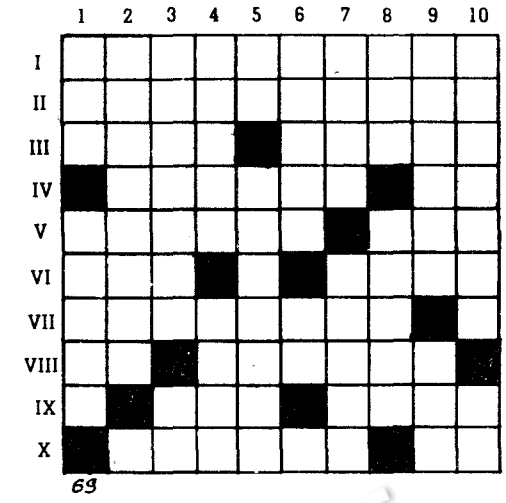
20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 30 — Le Gitan.
Film de José Giovanni (1975). Avec Alain Delon, Paul Meurisse, Annie Girardot, Marcel Bozzuffi.
Un Robin des Bois gitan donne à sa tribu ce qu'il vient de piller. Mais son chemin croise celui d'un authentique truand...



Annie Girardot et Paul Meurisse dans *le Gitan.* (Photo Interpress)

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 69

HORIZONTALEMENT. — I. Ne peuvent guère jouer à guichets fermés. - II. C'est à n'y rien comprendre. - III. Manque à des Argentins désargentés. Réclamait un roi. - IV. Retournée, pour une sole. Contient l'aube. - V. Viennent d'un panier et parfois d'un fourgon, mais pas du panier à salade. Obligea des jeunes gens à faire leurs premières armes. - VI. Une bonne habitude à perdre. Cherchez l'intrus. - VII. Du mouron pour les petits oiseaux. - VIII. Note. Plus il est grand, plus le monde paraît petit. - IX. Herbicide naturel d'Asie. La vieille Europe. - X. On peut préférer le comté. Démonstratif.

VERTICALEMENT. — 1. Plus il avance, plus il retarde le caboteur. Parangon de ressemblance. - 2. A une vue déformée des choses. - 3. C'est du propre, pour un philosophe ! Arrêt demandé. - 4. Ne vous arrive pas à la cheville. Abreuve le canard. - 5. Note. N'a aucune raison de refuser un canon. - 6. Trous dans les Causses. Terme de tennis. - 7. Diffusa le chant des sirènes. Voit les choses de haut. - 8. Fait la vie. Façon de jouer. - 9. Excuses écrites. Hue dans la nuit. - 10. Des frères étroitement liés. Revient en fanfare.

SOLUTION DU N° 68

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	C	O	N	O	M	I	S	E	Z
II	C	A	P	O	R	A	L	■	R	E
III	H	U	T	T	E	■	S	A	N	S
IV	O	S	I	R	I	S	■	S	E	T
V	L	A	M	E	L	L	E	S	■	E
VI	A	L	I	■	L	■	N	A	O	S
VII	L	I	S	B	O	N	N	I	N	■
VIII	I	S	T	A	M	B	U	L	■	V
IX	E	M	E	U	S	■	I	L	L	E
X	■	E	■	D	■	O	S	I	E	R

68

Combat
SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mercredi 3 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — La science en marche. Les boutons de manchette de Groucho Marx, ou Raconter la science.
Emission de François Le Lionnais. Avec Michel Pracontal, journaliste à *Science et Vie.*

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz. Les irréfutables altistes.
Emission d'Alain Gerber. Parker, Gershwin, Shapiro-Campbell...

20 h 30 — Musiques traditionnelles. Ensemble vocal Theodore Vassilikos.
Emission d'Alain Vercken, en direct de la basilique de Saint-Denis.

Jeudi 4 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — Les progrès de la biologie et de la médecine. L'hypertension.
Emission du professeur Jean Bernard, de l'Académie des sciences. Avec le professeur Paul Milliez.

20 h 00 — La sibylle.
Pièce de Pär Lagerkvist. Adaptation : Anice Clément. Avec Yves Arcanel, Alain Clair, Pierre Santini.
Le Juif errant face à la pythie de Delphes. L'éclairage réciproque de deux mythes.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz.
Le saxophone alto.
Emission de Jean-Robert Masson.

22 h 30 — Ouvert la nuit. Le lied schubertien.
Emission d'Alain Lacombe. Présentation : Denise Bahous.

Combat
SOCIALISTE

Pierre Joxe: «Le nucléaire n'est qu'un aspect du problème énergétique»

Les centrales en projet sont toujours à l'étude

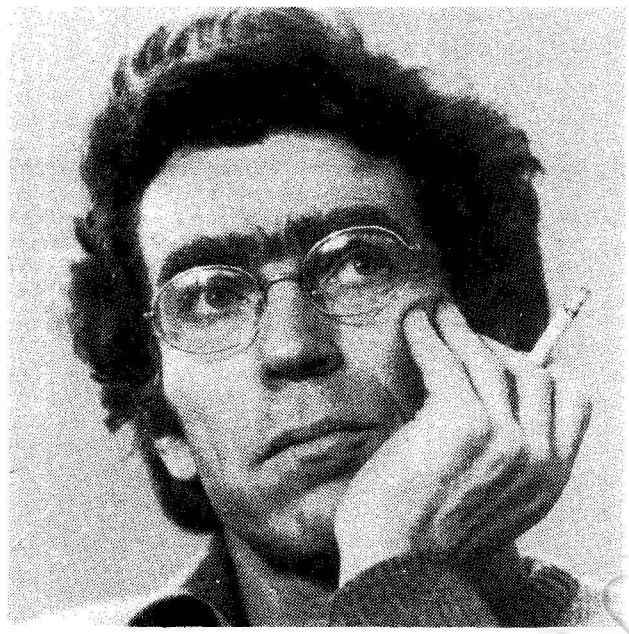
LA sidérurgie et l'énergie furent les deux thèmes que Pierre Joxe, le ministre de l'Industrie, avait choisi d'aborder pour sa première réunion mardi à Paris avec la presse.

Mais tous ceux qui espéraient obtenir des précisions sur les sujets brûlants sur lesquels le ministre aura à trancher (centrales nucléaires ou secteurs industriels en difficulté, comme le textile) auront été déçus. « *Le secrétariat d'Etat à l'énergie sera celui du silence* » devait notamment déclarer Georges Lemoine, son titulaire. Se fixant pour tâche de « *transformer les propositions de François Mitterrand en politique de gouvernement* », le ministre et ses collaborateurs souhaitent « *aborder les grands sujets posément, après un temps de réflexion. La politique, ça consiste aussi à vouloir écouter* », estima Pierre Joxe.

Après avoir rendu hommage à son prédécesseur, André Giraud, présenté les membres de son cabinet, dont le directeur est Gabriel Mignot, le ministre a indiqué que pour l'instant les directeurs de l'Energie et des Matières premières, François de Wissocq et Jean-Pierre Souviron, celui de l'Industrie, conservaient leurs fonctions, l'organisation du ministère restant inchangée.

Rappelant que son premier déplacement à l'étranger serait le Conseil des ministres européens, prévu jeudi à Luxembourg, Pierre Joxe en a profité pour tracer les grandes lignes de sa politique dans le domaine de la sidérurgie. L'actualité le commande en effet, puisque la durée d'application de l'article 58 du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), autorisant un plafonnement autoritaire des productions, cesse le 1er juillet, « *sans que soit résolu le problème de fond* ». Compte tenu de la concurrence ruineuse que se font les producteurs européens, de l'aggravation prévisible de la situation à court terme, le ministre a annoncé qu'il proposerait « *des mesures conservatoires, industrielles et sociales* », pour restaurer la compétitivité de la sidérurgie, estimant que ce secteur « *a un avenir en Europe et en France* ».

A propos de l'énergie, « *domaine trop vaste et trop complexe pour être réduit à celui de Plogoff* », le ministre juge que « *le nucléaire n'est qu'un aspect du problème énergétique, qui n'est qu'un aspect de notre indépendance nationale... Le Parti socialiste a demandé un vrai débat sur le nucléaire. Ce sera un débat politique préparé sur des bases techniques. Le président souhaite qu'il ait lieu rapidement, à la rentrée sans doute* ». Et de souligner:



Aucune allusion à un référendum sur le nucléaire, lors de la conférence de presse de Pierre Joxe. (Photo Daniel Simon/Gamma)

« *Pas de tout-nucléaire, ça ne veut pas dire « pas de nucléaire ». Mais, pour autant, « pas de nucléaire imposé* ». Quant au référendum annoncé à plusieurs reprises pendant la campagne électorale sur ce sujet, le projet ne semble pas pour l'heure faire partie des préoccupations majeures du ministère.

Dans le cadre de la politique de valorisation des ressources nationales et de la diversification, Pierre Joxe, évoquant la lutte obstinée des mineurs de Ladrecht, a également parlé du charbon, pour lequel les estimations de production seront révisées.

« *Ce n'est pas par manie ni par démagogie que nous en parlons. Mais comment parler du coût de l'énergie sans prendre en compte le coût social* » que représente pour un pays le relatif abandon de sa production charbonnière?

Enfin, la création d'une « *mission d'étude et de proposition sur l'extension et la démocratisation* » du secteur public, placée sous la responsabilité de Jacques Piette, a été annoncée. Pour étendre, notamment dans les entreprises nationalisées et dans celles qui le seront, la place et les droits des travailleurs et des usagers.

D. F.

Charles Hernu: «Pas d'armée sans discipline ni conviction de sa mission»

A l'issue de la projection du film *Patton* dans l'émission « Les dossiers de l'écran », mardi soir, Charles Hernu, ministre de la Défense, savait que ses déclarations seraient attendues avec beaucoup d'attention par tout le personnel militaire. Aussi prenait-il soin de peser soigneusement ses mots.

Il avait, avant le 10 mai, parlé de « *démocratie dans l'armée* ». L'opposition de droite avait traduit « *révolution et pagaille* ». Charles Hernu, après avoir noté l'évolution de la notion d'obéissance dans le règlement de l'armée, tenait compte de l'inquiétude de certains militaires, et même de certains civils, lorsqu'il affirmait que l'« *armée française n'est pas une armée de putschistes en herbe. Depuis sept jours que je suis ministre de la Défense, je rencontre des officiers, des sous-officiers et des soldats qui sont d'un loyalisme, d'un légalisme, d'une honnêteté rigoureuses et totales.*

» *Les militaires français,* ajoutait-il, *ont le sens des responsabilités. Plus ils se sentent citoyens, plus ils sont concernés, plus ils acceptent la discipline. (...) Ce qui nécessite un droit d'information permanente à leur égard. Il n'y a pas d'armée sans discipline, c'est vrai, mais il n'y a pas d'armée sans la conviction de sa mission* ».

Tout cela ne pouvait qu'entraîner une question des téléspectateurs sur le sort réservé aux comités de soldats. La réponse du ministre a été très nette. Il a d'abord rappelé que l'armée n'est pas toute la défense mais un élément de la défense.

Les militaires sont des citoyens, mais des citoyens « *plus quelque chose* »... « *qui disposent de moyens extrêmement puissants qui sont des armes que leur confie la nation, avec un budget qui est un budget élevé. C'est donc pour cela l'armée de la nation et la nation lui fait confiance.* »

« *A partir de là,* déclarait alors Charles Hernu, *il n'est pas convenable dans mon esprit que puissent exister des comités de soldats tels qu'on nous les a décrits, ou tels qu'ils ont pu exister. C'est, pour moi, contradictoire, et je tiens à le dire clairement.* »

Mais il a ajouté qu'il existe dans le règlement de discipline des articles sur le fonctionnement des commissions régimentaires, que « *l'on peut appliquer mieux qu'on ne le fait, dans davantage d'endroits qu'on ne le fait* ». A propos des comités de soldats, il concluait donc : « *S'il devait s'en trouver ici ou là dans les armées, je m'emploierais à faire en sorte de les dissoudre.* »

L'autre question importante pour Charles Hernu était celle de la dissuasion nucléaire, « *abandonnée* », selon les démangeaisons du mal à la France de M. Chinaud. Au contraire, a affirmé le ministre, « *le gouvernement est partisan de maintenir et de développer la dissuasion nucléaire et aussi d'étudier la possibilité de donner à la France, d'ici à l'an 2000, deux sous-marins nucléaires lance-engins de plus* ».

Le ministre a confirmé la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique et la poursuite des études sur l'armement neutronique, sans qu'il soit pour autant question de le fabriquer ni de l'employer.

Puis, revenant sur le service national, Charles Hernu concluait en affirmant que l'important n'est pas sa durée, mais son contenu, qu'il faudra revoir.

Philippe LERAY

Ecoles: la circulaire antigrève va être annulée

ALAIN SAVARY, ministre de l'Education nationale, a reçu mardi deux délégations: celle de la FEN et du SNI-PEGC, conduites par le secrétaire général par intérim Guy Georges.

Selon ce dernier, l'entretien s'est déroulé dans *un « bon esprit »* et un « *climat positif* ». Les problèmes généraux ont été évoqués pour la FEN: mise en œuvre d'une politique éducative à long terme: formation initiale et professionnelle, formation permanente pour les adultes.

En ce qui concerne le SNI-PEGC, Alain Savary a annoncé une série de mesures « *répondant entièrement aux revendications prioritaires* » énoncées par le syndicat au lendemain du 10 mai. Selon la délégation, le ministre a, en effet, informé de son intention d'abroger immédiatement la circulaire du 2 avril sur la responsabilité des directeurs d'école en matière d'accueil des élèves. La circulaire prévoyait notamment qu'en cas d'absence d'un instituteur le directeur devait « *assurer la répartition des élèves entre les maîtres présents dans l'attente du remplacement effectif du maître absent* ». Elle précisait que le directeur devait veiller à l'« *ouverture effective des locaux scolaires* », les jours de grève, et organiser l'accueil des élèves.

Le syndicat faisait remarquer que non seulement la circulaire portait gravement atteinte au droit de grève des directeurs d'école, reconnu par la Constitution, mais qu'elle s'inscrivait également dans une logique où les finalités de l'école étaient de « garder » les enfants plutôt que de les éduquer.

Le ministre a également promis de lever toutes les sanctions consécutives à des actes syndicaux prises récemment. Il a également assuré qu'il rétablirait dès cette rentrée le recrutement des professeurs de collège (PEGC), que son prédécesseur avait décidé d'arrêter. Il a enfin promis des moyens supplémentaires pour la rentrée scolaire de septembre, permettant notamment le réemploi de tous les auxiliaires et suppléants. Alain Savary a, par ailleurs, promis d'ouvrir des négociations sur quatre dossiers auxquels le SNI tient particulièrement: la carte scolaire, la revalorisation de la fonction des instituteurs, l'avenir du fonctionnement des collèges, la loi sur les collectivités locales et ses incidences sur l'éducation.

Assises de l'Oise: vers l'acquittement?

MARCEL BARBEAULT reste impassible à l'évocation des meurtres dont le président du tribunal essaie de lui imputer la responsabilité. L'avocat général n'a pas réussi à le désarçonner lorsqu'il l'a longuement interrogé sur les raisons qui l'avaient poussé à raccourcir la crosse et le canon d'une des carabines *trouvées à son domicile.* Marcel Barbeault continue d'affirmer qu'il n'a jamais trempé dans le moindre crime.

La défense a beau jeu d'insister sur les discordances entre les renseignements obtenus à l'époque de la diffusion du portrait robot et l'aspect du prévenu. Un des principaux témoins, qui avait décrit l'agresseur comme un homme de sa taille — 1,73 m —, pourrait rendre les jurés perplexes: Barbeault mesure 1,83 m... Cinq ans après les faits, les *témoins ont du mal à se* souvenir, leurs accusations sont moins précises. Marcel Barbeault sera-t-il acquitté au bénéfice du doute?

Drame à Nancy

CHARLES-CLAUDE LANG, frère de Jack Lang, ministre de la Culture, a tué un homme d'un coup de couteau dans la nuit de lundi à mardi, dans un bar de Nancy. La victime, Alain Keller, trente-trois ans, frappée au côté, est décédée peu après son admission à l'hôpital.

Après avoir quitté l'établissement à la suite d'une vive altercation avec un groupe de consommateurs, Charles-Claude Lang, quarante et un ans, était revenu trente minutes plus tard, armé de deux couteaux de cuisine. Sans que personne ne puisse intervenir, il frappait alors Alain Keller et se réfugiait dans la cuisine du bar Cintra, où il devait finalement être maîtrisé par les policiers. En fin d'après-midi, mardi, le meurtrier était transféré pour examens à l'hôpital central de Nancy.

A la suite de ce meurtre, Jack Lang a présenté au président de la République sa démission, qui n'a pas été acceptée.

Lisez, faites lire Combat socialiste